



LIBRARY

L'Europe verte, malade de ses monnaies, M. SCOTTO. — Les Anglais et la pêche, M. BYWATER. — Le pari nucléaire des Communautés est-il encore crédible ? Essai de synthèse critique d'une « politique communautaire » (1^{re} partie), J.-R. LECERF et A. TURK. — Les accords de coopération entre la Communauté économique européenne et les pays du Maghreb, Y. RENIER. — Chronique de la jurisprudence sociale de la Cour de Justice des Communautés européennes (1^{re} partie), H. CASSAN.

N° 215

MARS 1978

REVUE DU

MARCHÉ COMMUN

LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN MATIÈRE DE CONCURRENCE

Les Règles applicables aux Entreprises

(Articles 85-86 du Traité de Rome)

par

Lazar FOCSANEANU

Docteur ès sciences économiques, Diplômé de l'Académie de droit international de la Haye
Chargé de Cours à l'Institut d'Etudes Politiques et à l'Institut de Droit des affaires de l'Université d'Aix-Marseille III

PRESENTATION :

Cet ouvrage est un recueil groupant une série de dix articles sur la Jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes que l'auteur a publiés dans la Revue du Marché Commun, entre avril 1975 et mars 1976. Les articles ont été légèrement retouchés, mis à jour, et raccordés pour constituer un seul livre.

Ce n'est pas un livre de doctrine. C'est un **guide d'orientation à travers la masse de la cinquantaine d'arrêts que la Cour a rendu durant les quinze dernières années**, en matière de concurrence. Il est surtout destiné aux **praticiens** à qui il voudrait indiquer quelques fils conducteurs qui leur permettent de saisir les grandes lignes d'une jurisprudence déjà abondante. A cet effet, des **tableaux analytiques** ont été insérés dans le texte. Son but a été **d'informer plutôt que de critiquer**. Plus que de longs développements, la table des matières de l'ouvrage montre son contenu.

TABLE DES MATIERES :

Préface

Avertissement

Chapitre I : Considérations générales

Chapitre II : Méthodes d'interprétation appliquées par la Cour

Chapitre III : Les clauses d'exclusivité dans la Jurisprudence de la Cour

Chapitre IV : Propriété intellectuelle et concurrence (brevets, marques, appellations d'origine, droits d'auteur)

Chapitre V : Groupes de sociétés et concurrence

Chapitre VI : Les pratiques concertées

Chapitre VII : L'exploitation abusive d'une position dominante

Chapitre VIII : Le marché des produits en cause

Chapitre IX : Relecture des articles 85 et 86 du Traité de Rome selon l'Herméneutique de la Cour

Chapitre X : Conclusions et bibliographie sommaire

Index

Un volume 21 × 27, 200 pages. Prix : **59 F (*)** + port

EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES

3, rue Soufflot - 75005 PARIS

(*) Réduction de 10 % aux abonnés à la Revue du Marché Commun.



REVUE DU

MARCHÉ COMMUN

Numéro 215

Mars 1978

sommaire

problèmes du jour

- 109 L'Europe verte, malade de ses monnaies, par Marcel SCOTTO.
- 111 Les Anglais et la pêche, par Marion BYWATER.

l'économique et le social dans le marché commun

- 116 Le pari nucléaire des Communautés est-il encore crédible ? Essai de synthèse critique d'une « politique communautaire » (1^{re} partie), par Jean-René LECERF et Alex TURK, Assistants à la Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales. Université de Lille II.
- 123 Les accords de coopération entre la Communauté économique européenne et les pays du Maghreb, par Yves RENIER, Administrateur principal à la Commission des Communautés européennes.

questions institutionnelles et juridiques

- 130 Chronique de la jurisprudence sociale de la Cour de Justice des Communautés européennes (1^{re} partie), par Hervé CASSAN, Maître de Conférences agrégé à l'Université de Lille II (détaché à Fès).

actualités et documents

- 142 Communautés européennes.

© 1978 REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Toute copie ou reproduction même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Les études publiées dans la Revue n'engagent que les auteurs, non les organismes, les services ou les entreprises auxquels ils appartiennent.

Voir en page II les conditions d'abonnement ▶



Comité de patronage

M. Maurice BARRIER, Président du Conseil National du Commerce ;

M. Joseph COUREAU, Président de la Confédération Générale de l'Agriculture ;

M. Etienne HIRSCH, Ancien Président de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ;

M. Paul HUVELIN ;

M. Jean MARCOU, Président honoraire de l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie ;

M. Pierre MASSÉ, Président Honoraire du Conseil d'Administration de l'Electricité de France ;

M. François-Xavier ORTOLI, Président de la Commission des Communautés Européennes ;

M. Maurice ROLLAND, Conseiller à la Cour de Cassation, Président de l'Association des Juristes Européens ;

M. Jacques RUEFF, de l'Académie Française.

Comité de rédaction

Jean-Pierre BRUNET
Jean DENIAU
Jean DROMER
Pierre DROUIN
Mme Edmond EPSTEIN

Pierre ESTEVA
Renaud de la GENIERE
Bertrand HOMMEY
Jacques LASSIER
Michel LE GOC

Patrice LEROY-JAY
Jacques MAYOUX
Paul REUTER
R. de SAINT-LEGIER
Jacques TESSIER

Robert TOULEMON
Daniel VIGNES
Jacques VIGNES
Jean WAHL
Armand WALLON

Directrice : Geneviève EPSTEIN

Rédacteur en chef : Daniel VIGNES

La revue paraît mensuellement

Toute copie ou reproduction, même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

RÉDACTION, ABONNEMENTS ET PUBLICITÉ

REVUE DU MARCHÉ COMMUN

3, rue Soufflot, 75005 PARIS. Tél. 033-23-42

Abonnement 1978

France 254 F (TTC)

Etranger 264 F

Paiement par chèque bancaire, mandat-poste, virement postal au nom des « EDITIONS TECHNIQUES et ECONOMIQUES », compte courant postal, Paris 10737-10.

Régie exclusive des annonces pour la Suisse et le Liechtenstein :

L'Institut Publicitaire, « Les Garettes », 1295 Mies, près Genève. Tél. : (022) 55.34.11

Répertoire des annonceurs

Editions Techniques et Economiques : La Jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes en matière de concurrence, p. I couv. ; L'Elargissement des Communautés européennes, p. III couv. ; Revue d'Economie Industrielle, p. IV couv. ; 30 ans d'Europe, p. 154 ; Reliure, p. 154.

L'EUROPE VERTE, MALADE DE SES MONNAIES

Marcel SCOTTO

Une fois de plus, l'Europe verte a évité une crise. Une fois de plus, les ministres de l'Agriculture de la C.E.E. sont parvenus, après un marathon nocturne, comme le veut la tradition désormais bien établie, à un compromis, le 7 mars à Bruxelles. Grâce à un savant mécanisme, dont seules les instances communautaires ont le secret, Pierre Méhaignerie, le ministre français, a pu rentrer à Paris avec dans la poche quelque chose qui donne satisfaction à ses producteurs. Les montants compensatoires monétaires (M.C.M.) — qui corrigent les différences entre les taux de conversion applicables pour traduire les prix communs exprimés en unités de compte en monnaies nationales — jouent pour la France comme des subventions à l'importation et des taxes à l'exportation. En raison de la dépréciation constante depuis des mois du franc, les M.C.M. pour ce pays sont arrivés à un niveau tel (plus de 20 %) que les produits français ont de plus en plus de mal à conserver leur place sur les marchés des autres Etats membres. Alors que les pays à monnaie forte (Allemagne, Belgique, Pays-Bas) pour lesquels les M.C.M. ont l'effet inverse (subventions à l'exportation et taxes à l'importation), ne cessent d'accroître leurs exportations vers leurs partenaires à monnaie dépréciée. Le gouvernement français, l'approche des élections aidant, a voulu mettre un frein à cette hausse croissante en demandant le gel des M.C.M.

La solution qui a été retenue, si elle n'est pas exactement ce que demandait Paris, revient au même, au moins jusqu'à la fin mars.

Des prix à la carte

La question qui se pose maintenant est de savoir jusqu'à quand la Communauté va avoir la possibilité de trouver des compromis, de plus en plus biscornus, qui ne résolvent rien de toute façon. Car malgré les sauvetages de dernière minute, le problème de fonds demeure entier. Même si le Marché commun agricole a une capacité étonnante à surmonter les difficultés, il arrivera bien un jour où il ne pourra pas contourner l'obstacle.

Laisser les choses en l'état le conduit irrémédiablement à la crise, la vraie cette fois.

Le désordre monétaire international qui fait qu'à l'intérieur de la C.E.E. se côtoient des monnaies comme le mark et le florin d'un côté et la livre, la lire et le franc français de l'autre, est en train de miner l'Europe verte. C'est parce que le mal est extérieur, ou plus précisément commun à l'ensemble



du monde occidental, que les instances communautaires ont du mal à trouver la parade.

Indépendamment de ce fait, il leur reste quand même une marge de manœuvre, certes étroite, pour tâcher de réduire un tant soit peu, les inconvénients du flottement de la plupart des monnaies occidentales. Là interviennent cependant les intérêts particuliers des Etats membres. Outre ceux à monnaie forte, qui ne veulent pas perdre aussi facilement leurs avantages commerciaux actuels, la Grande-Bretagne, pays importateur net de produits agricoles qui donne la priorité au prix du panier de la ménagère britannique, ne veut pas se passer des subventions énormes (plus de 30 % de la valeur des marchandises importées) dont elle bénéficie pour son approvisionnement en denrées alimentaires.

En résumé, l'Allemagne et le Royaume-Uni, pour des raisons différentes, ne tiennent pas à éliminer les M.C.M. A l'inverse, la France et à un degré moindre l'Italie, donnent priorité à leur démembrement. C'est ce hiatus que doit résoudre le Marché commun à brève échéance s'il ne veut pas éclater. La Commission de Bruxelles a proposé un plan de sept ans visant à les éliminer progressivement par le jeu de dévaluations successives des taux verts pour les pays à monnaie faible et de réévaluations pour ceux à monnaie forte (de fait, il s'agit essentiellement dans ce dernier cas du « mark vert » qui est inférieur de 7,5 % à la valeur réelle de la monnaie allemande ; les M.C.M. ne sont que 1,4 % pour les pays du Benelux).

Pour l'instant, rien ne permet de penser que Bonn et Londres sont prêts à accepter ce désarmement.

La conséquence majeure de la situation actuelle est que les instances communautaires ont de moins en moins d'emprise sur la décision des prix agricoles dans les Etats membres. Qu'on en juge.

Pour la campagne 1978-1979, trois pays ont déjà procédé à des accroissements de prix par une

simple dévaluation de leur taux vert. Pour les Etats à monnaie faible en effet, tout ajustement vers le bas de ces taux se traduit par une hausse des prix intérieurs. De sorte que les prix français ont augmenté pour la prochaine campagne agricole de 3,5 %, ceux de l'Italie de 6 % et ceux du Royaume-Uni de 7,5 %. Ces opérations ont été effectuées pour répondre aux préoccupations des producteurs de ces pays qui, dans certains secteurs, ont des difficultés à maîtriser leurs coûts de production.

Dans ces conditions, la fixation des prix communs par les « Neuf » s'avère chaque année un peu plus difficile. Les Britanniques, qui sont d'une manière générale opposés à toute hausse sensible des prix garantis, estiment que l'augmentation qu'ils ont déjà obtenue est largement suffisante. Aussi, lors de la fixation des prix 1978-1979 (prévue pour la fin avril à Luxembourg), vont-ils se montrer très réticents à une hausse en unités de compte dont les pays à monnaie forte ont absolument besoin pour que leurs producteurs bénéficient d'un accroissement des prix garantis nationaux.

Autrement dit, la différence entre « taux verts » et valeur réelle des monnaies a pour effet des relèvements différents des prix selon les Etats membres. Concrètement, un pays (par exemple l'Italie) peut bénéficier d'une hausse de 10 % tandis qu'un autre, tout juste 2 % (cas de l'Allemagne). Il faut préciser ici qu'une réduction des M.C.M. pour les pays à monnaie forte, donc d'une réévaluation de leur taux vert, se traduit par une diminution d'autant des prix intérieurs.

Aussi, la seule solution réside-t-elle à terme dans l'élimination complète des M.C.M. Mais plus le temps passe, moins l'opération a des chances de réussir. Pour freiner l'écart croissant entre M.C.M. négatifs (France, Italie, Royaume-Uni, Irlande) et M.C.M. positifs (Allemagne et pays du Benelux), ne serait-il pas opportun de les plafonner ? En tout cas, cette idée gagne du terrain à Bruxelles.

LES ANGLAIS ET LA PÊCHE

Marion BYWATER

« Si les Anglais avaient voulu que les choses soient autrement, ils auraient dû négocier autrement leur adhésion ». Ces paroles du ministre allemand, Josef Ertl, prononcées à Berlin en janvier, en marge d'une réunion informelle des ministres de la pêche de la Communauté qui avait vu la première chaise vide — celle du ministre britannique John Silkin — depuis celle des Français, ont trouvé un large écho à Bruxelles ces derniers mois. Peu de jours après, on est arrivé à une impasse dans les tentatives d'élaborer une nouvelle politique commune de la pêche que la plupart des observateurs attribuaient à la Grande-Bretagne. Après seize mois de négociations, celle-ci demandait encore « plusieurs mois » d'analyse des problèmes tandis que les huit autres Etats membres s'étaient mis d'accord sur une seule base de compromis qui pour tous avait impliqué des sacrifices. Ils ont alors décidé de mettre ce compromis en vigueur de facto dans leurs propres eaux en attendant le compromis final.

Mais cela était surtout un acte de « guerre psychologique », comme le ministre belge, Antoine Humblet, qui avait présidé la plupart des discussions qui avaient mené à cette situation, en a convenu, car une telle mise en œuvre ne résout pas le problème des négociations avec les pays tiers ; elle ne permet pas de mettre en vigueur les réformes structurelles financées par la Communauté qui sont la contrepartie essentielle des politiques de conservation et contingentement, ni le financement du renforcement des flottes de contrôle du Groenland et de l'Irlande par la Communauté, et surtout elle n'affecte pas les 60 pour cent des eaux communautaires où se trouvent la grande majorité des poissons — c'est-à-dire celles de la Grande-Bretagne. De plus, comme l'ont démontré certaines négociations agricoles, John Silkin est moins susceptible à céder par le fait seul d'un isolement que la plupart des autres ministres.

Les arrière-pensées politiques

Pour arriver à un compromis final, il y avait un équilibre fragile à effectuer entre les élections françaises et d'éventuelles élections britanniques. Après l'échec de janvier/février, le dernier moment possible pour un compromis avant les élections françaises était passé. Les pêcheurs français se sentent lésés par le compromis, estimant notamment qu'au cours des négociations les Anglais ont obtenu une augmentation de leurs contingents à un niveau



tel qu'ils ne sauraient les épuiser et craignant les effets de sévères réductions dans les droits de pêcheurs communautaires dans les zones côtières entre six et douze milles. Ils auraient pu en vouloir au gouvernement français si des concessions supplémentaires avaient été accordées.

Mais la Grande-Bretagne se trouve aussi en période pré-électorale. Bien qu'il soit loin d'être certain que les électeurs britanniques soient appelés aux urnes cet automne, tout le monde se comporte comme s'il y avait effectivement des élections anticipées, ce qui revient au même. Il est certain que le parlement britannique n'était pas mûr pour le compromis en janvier — bien qu'on puisse penser que ce fait tenait peut-être à une mauvaise préparation du terrain, mais il ne faudrait pas non plus trop tarder, car un compromis à la veille des élections serait impensable. Car le parti conservateur — pourtant généralement réputé comme étant plus européen que le parti travailliste — estime que le parti travailliste a trop cédé sur la pêche. Geoffrey Rippon, actuel leader de la délégation du parti conservateur à l'Assemblée, a même prétendu en février que si la Grande-Bretagne n'obtenait pas gain de cause en matière de pêche, son parti devrait revoir sa conception de la Communauté et se demander si une zone de libre échange ne serait pas mieux.

Pourtant, c'était Rippon, à l'époque, qui a négocié les termes de l'adhésion britannique et donc les conditions bien circonscrites dans lesquelles des exceptions pourront être faites à la politique de l'époque et au principe d'une mise en commun des ressources.

Des trois nouveaux Etats membres, ce sont les Britanniques qui ont le moins bien pu avaler la rancune qui s'ensuivit du fait que la première politique commune avait été adoptée à la veille du début des négociations afin qu'elle fasse partie de l'acquis communautaire qui était à prendre ou à laisser.

Des sacrifices demandés à chacun

Cette attitude est reflétée dans les réactions des commentateurs britanniques ces derniers mois qui feraient croire que la Grande-Bretagne est le seul pays appelé à faire des sacrifices suite à l'extension de la juridiction communautaire en matière de pêche qui suivit l'extension à 200 milles des limites de pêche de tous les Etats membres (sauf

l'Italie et la France en ce qui concerne les côtes méditerranéennes).

Mais chaque Etat membre — sauf le Luxembourg — peut prétendre à un intérêt crucial en matière de pêche. Soit, la Grande-Bretagne dispose de plus de ressources indigènes que n'importe quel autre Etat membre, mais le plus grand nombre de pêcheurs se trouve en Italie, le plus grand tonnage est pêché par les Danois — qui ont aussi une industrie de transformation à terre qui est une source importante d'emplois. Ce sont les Français, dont les prises sont les plus importantes en valeur, qui ont la plus grande flotte. C'est l'Allemagne dont les pertes relatives dans les eaux des pays tiers seront les plus importantes. Les Néerlandais pêchent pour un quart de leurs prises une espèce en voie rapide de disparition, c'est-à-dire le hareng ; un cinquième des prises belges est constitué par le cabillaud, autre espèce qui devient de plus en plus rare. Tous ont une industrie en déclin parce que les stocks sont en diminution. Seul l'Irlande a une industrie en plein développement — mais pour des raisons bien particulières. Elle estime que du temps où elle était une colonie, le développement de son industrie avait été anormalement entravé et qu'elle a le droit — qui lui a été reconnu par le Conseil des ministres — de rattraper ce retard en développant sa flotte dans les années à venir en même temps que les autres Etats membres devront réduire les leurs.

L'historique du 200 milles

Jusqu'au milieu des années soixante, la pêche était en pleine expansion partout. Les prises communautaires ont doublé entre 1958 et 1968. Ce phénomène a été accompagné d'une course aux investissements et les flottes se sont trouvées à la chasse de ressources de plus en plus rares. Les Islandais ont été les premiers à en tirer les conséquences avec l'extension de leurs zones de pêche à 50 milles en 1972 déjà. En 1975, les Norvégiens ont créé des zones interdites entre 12 et 50 milles. Les îles Féroé ont également introduit une zone de 50 milles. Plus tard, les Islandais, les Norvégiens, les Etats-Unis, le Canada et — en réaction aux mesures ou aux intentions déclarées des autres — la Communauté ont tous étendu leurs zones de pêche à 200 milles.

Ceci a permis à la Communauté, après certaines péripéties, d'exclure les pays de l'Est — gros

pêcheurs par procédé industriel et parfois peu soucieux des mesures de conservation. Mais la Communauté a également perdu tout ou une partie de son accès à des fonds de pêche traditionnels en Islande, en mer de Barents, en Norvège, aux îles Féroé, etc., soit parce qu'il n'était pas possible d'arriver à un accord amiable, soit parce que les mesures de conservation promulguées par ces Etats étaient très sévères — sauf dans le cas de la Norvège, le Canada et les Etats-Unis, où les limitations étaient sévères sans être extrêmes. La conséquence en a été en général une ruée sur les ressources communautaires, bien que les Allemands en particulier semblent avoir montré une certaine initiative dans la recherche de fonds nouveaux. Avec leurs flottes hauturières qui sont parmi les plus modernes, ils ont pu s'aventurer jusqu'en Atlantique du sud et conclure des accords avec des pays comme l'Argentine. Les flottes moins bien équipées ou tout simplement équipées pour d'autres types de pêche doivent se replier sur les ressources des eaux communautaires — notamment britanniques.

Les principes de base d'une politique commune

La Commission a soumis ses premières propositions détaillées en septembre 1976, trois mois avant l'entrée en vigueur de l'extension des eaux communautaires, le 1^{er} janvier 1977. Ces propositions étaient basées sur trois considérations fondamentales, à savoir :

- qu'à moyen et à long terme il serait de l'intérêt tant des pêcheurs que des consommateurs de garantir l'exploitation optimale des ressources biologiques de la zone communautaire, et qu'en conséquence l'étude de mesures efficaces pour la conservation, le développement et la gestion de ces ressources était un besoin vital ;

- que dans le cadre de la gestion des ressources, il serait nécessaire de maintenir dans toute la mesure du possible le niveau de l'emploi et des revenus des régions côtières désavantagées du point de vue économique ou fortement dépendantes des activités de la pêche (tels le nord de la Grande-Bretagne, l'Irlande ou le Groenland) ;

- qu'il serait nécessaire d'intensifier les efforts au cours des cinq prochaines années en vue d'adapter les flottes aux possibilités de captures, ce qui nécessiterait des interventions spécifiques pou-

vant bénéficier d'aides financières de la Communauté.

En même temps, la Commission voulait faire tout son possible dans les négociations avec les pays tiers pour maximaliser les possibilités de prises dans ces eaux (car souvent, les pêcheurs communautaires ont la tradition de pêcher des espèces chez eux qui ne sont pas disponibles chez nous, de même que leurs pêcheurs prennent chez nous des espèces destinées à la transformation qui sont notre monnaie d'échange dans les négociations).

A l'époque, la Commission a proposé d'étendre le principe des bandes côtières de 12 milles à toutes les eaux (et non seulement celles de 6 ou 12 milles définies comme des exceptions dans le Traité d'Adhésion). A l'intérieur de ces bandes, seuls les Etats membres pouvant prévaloir de droits historiques auraient accès aux captures.

Au-delà, elle voulait instaurer un régime de quotas assorti de contrôles appropriés. Ces contingents seraient distribués en tenant compte des besoins de conservation et d'intérêts spéciaux.

Mais pendant toute l'année 1977 il a fallu se baser sur des arrangements ad hoc faute d'accord sur les besoins de conservation à long terme et sur les critères de distribution et sur l'efficacité même d'un système de quotas. En attendant un régime définitif, on s'est mis d'accord pour ne pas dépasser les niveaux de prises de 1976 (ledit « standstill ») et de soumettre à l'approbation de la Commission (sans forcément l'obtenir) toute mesure de conservation autonome (ledit compromis de La Haye). Le compromis de La Haye s'est avéré une arme relativement efficace. Elle a notamment permis à la Commission d'obtenir la suspension et, plus tard, une condamnation par la Cour de Justice d'une mesure irlandaise qui était jugée discriminatoire.

L'Irlande qui, à l'époque, comme la Grande-Bretagne, prônait une bande côtière de 50 milles sous gestion nationale, avait introduit une large zone de pêche réservée à des bateaux de petite taille uniquement, ce qui avait pour effet — tout en ayant l'air d'être basé sur des critères objectifs — d'exclure seulement deux bateaux de la flotte irlandaise (dont un ne pêchait, de toute façon, jamais dans les eaux en question) mais la plupart des pêcheurs français et néerlandais.

Certaines mesures de conservation furent également adoptées, notamment pour les eaux britanniques. Mais elles étaient controversées et subsistaient parfois comme mesures communautaires et parfois comme mesures nationales autonomes.

Sur le plan externe — face au refus irlandais, jusqu'en février 1978, d'envisager des arrangements



à long terme avec des pays tiers avant d'avoir obtenu satisfaction sur le plan interne — la Communauté était obligée d'adopter des mesures autonomes plus ou moins négociées sous le manteau avec les pays en question qui ne duraient chaque fois que deux ou trois mois, ce qui, à la longue, conduit pratiquement à l'émeute — sous forme diplomatique — de la part de certains pays, comme la Norvège, qui de toute façon avait toujours dit qu'elle aurait préféré des négociations avec les Etats membres (ce qui lui aurait permis de chasser tout à fait de ses eaux les pêcheurs allemands et français), à cause de l'incertitude qui en résultait pour ses pêcheurs.

L'approche fondamentale de septembre 1976 reste à la base du compromis de 1978, mais la répartition des contingents a fait l'objet de longues batailles entre-temps, notamment de la part des Anglais qui veulent prouver qu'ils ont obtenu une « préférence dominante » pour le pêcheur britannique dans la zone jusqu'à cinquante milles qui équivaldrait à l'existence d'une bande côtière de cette taille. En même temps, les mesures de conservation — allant de la taille des mailles aux zones interdites — et les mesures de restructuration — prime de réorientation, prime d'immobilisation, prime de cessation d'activité, prime de fermeture et de reconversion, incitation à la retraite anticipée, financement de campagnes publicitaires en faveur d'espèces peu connues ou peu aimées par le consommateur et amélioration des moyens de contrôle dans les eaux irlandaises et danoises — ont été précisées. Mais surtout, la Commission a élaboré le concept de plans de pêche qu'elle avait sorti la première fois l'année dernière au cours de la controverse autour des mesures autonomes irlandaises. La Commission avait alors proposé de remplacer les zones irlandaises par des plans pour chaque pays pêchant dans ces zones. Ce sont les Anglais qui avaient fait capoter cette proposition et induit les Irlandais à persister dans leur voie illégale.

Les plans de pêche

La Commission a ressorti l'idée formellement en janvier et elle a été mise au point à une réunion informelle à Berlin que John Silkin avait boycottée parce qu'il croyait que les Allemands, notamment, faisaient un lien entre les problèmes de pêche et la dévaluation de la livre verte, sujet d'actualité à l'époque. En arrivant à Bruxelles, le lundi suivant, pour un Conseil Pêche, les Huit lui ont soumis le fait accompli du compromis de Berlin sur les plans

de pêche, que Silkin ne rejeta pas en principe mais en détail. Il a refusé une mise en vigueur à titre expérimental car, pour lui, c'est tout ou rien ; il ne peut pas accepter une solution progressive.

Les objectifs des plans de pêche sont, selon les cas, de distinguer et de régulariser l'exercice des droits de pêche particuliers inscrits dans le Traité d'Adhésion, de contribuer à assurer le respect des mesures de conservation, de promouvoir l'exploitation rationnelle des ressources biologiques en tenant compte des besoins économiques et sociaux de certaines catégories de pêcheurs dans des régions spécifiques, d'assurer le bénéfice de l'avantage géographique naturel dans les possibilités de pêche en-deçà de quelques heures de navigation de leur port d'attache afin de favoriser un développement équilibré en rapport avec l'amélioration progressive des stocks de poisson. Dans la mesure nécessaire pour atteindre ces objectifs, les plans de pêche communautaires peuvent être introduits pour certaines zones allant au-delà des 12 milles des lignes de bases. Ils ont pour effet, donc, de permettre à l'Etat côtier un plus grand contrôle sur les évolutions dans ses propres eaux. Les plans de pêche concerneraient en général les stocks menacés ou les stocks particulièrement sensibles dont l'exploitation présente une importance particulière pour les populations côtières. Ils ne peuvent pas discriminer entre les pêcheurs communautaires ni affecter leurs droits d'accès, mais ils peuvent tenir compte du fait que les navires dont le rayon d'action limité ne permet qu'une activité à proximité de la côte, devraient avoir priorité dans la zone côtière et permettre d'exempter les navires d'une dimension inférieure à 40 pieds. Ils sont, bien sûr, élaborés en collaboration avec la Commission.

Pour la Grande-Bretagne, seul pays pour lequel ce compromis n'était pas satisfaisant, les plans devraient pouvoir s'appliquer en Mer du Nord — ce qui aurait pu devenir une pierre d'achoppement pour les Danois. De plus, ils semblaient souhaiter — bien que Silkin n'ait jamais été très précis en Conseil — que toute augmentation de quota dans les prochaines années, qui résulterait d'une amélioration des stocks suite à une bonne gestion communautaire, soit automatiquement allouée à la Grande-Bretagne.

Pour obtenir gain de cause, les Anglais semblent avoir toutes les cartes de leur côté. Ils ont les ressources que recherchent les autres et presque, sans exception les fonds marins auxquels ils souhaitent accéder sont dans des eaux de pays tiers où la Commission n'a pas pu prouver que la Communauté est plus forte que ses Etats membres. Elle n'a pas pu obtenir la réouverture aux bateaux britanniques des eaux islandaises, elle n'a pas pu

empêcher les îles Féroé de prendre des mesures draconiennes de conservation qui frappent durement les Britanniques et elle oblige la Grande-Bretagne à partager les quotas norvégiens avec la France et l'Allemagne, tandis que les Norvégiens pêchent exclusivement des poissons « anglais » chez nous. Certes, la Grande-Bretagne aurait probablement eu plus de mal à se débarrasser des pêcheurs des pays de l'Est, mais cette carte est jouée et les pêcheurs britanniques en tirent même profit maintenant en vendant leurs prises aux bateaux russes en haute mer. Les seuls arguments communautaires semblent être ceux d'une politique

plus cohérente de conservation sous régime communautaire et un contrôle facilité, puisque la Grande-Bretagne semble peu sensible aux appels à l'esprit communautaire. Néanmoins, les observateurs à Bruxelles n'ont pas perdu tout espoir après l'impasse de février, notamment à cause du fait que les mesures de conservation que Silkin a décrétées dans les eaux britanniques suite à l'impasse ne peuvent pas être considérées comme étant provocatrices, ce que les optimistes voient comme signe que les Britanniques sont sincèrement à la recherche d'une solution communautaire à condition que celle-ci soit élaborée selon leur horaire.

LE PARI NUCLÉAIRE DES COMMUNAUTÉS EST-IL ENCORE CRÉDIBLE ? ESSAI DE SYNTHÈSE CRITIQUE D'UNE « POLITIQUE COMMUNAUTAIRE » (1^{ère} partie)

Jean-René LECERF
et Alex TURK

*Assistants à la Faculté des Sciences Juridiques,
Politiques et Sociales, Université de Lille II*

On ne peut plus douter, aujourd'hui, du caractère vital que revêt, pour l'avenir de l'Europe, une politique de maîtrise de l'énergie. Or, conformément à la thèse de l'intégration fonctionnelle, il est largement admis que la Communauté a, jusqu'à présent, su profiter des crises qui l'ont secouée, pour progresser.

De ce point de vue, la crise survenue à l'automne de 1973 présente une double originalité. D'une part, jamais auparavant, la question de la survie de l'Europe ne s'est posée en termes aussi grave. D'autre part, celle-ci n'a jamais aussi mal réagi à un défi extérieur que lors de ces quatre dernières années.

Ces deux constatations montrent clairement l'intérêt d'une analyse des problèmes énergétiques communautaires, lesquels conditionnent, à la limite, la croissance européenne et posent, de façon cruciale, la question de la finalité même de la construction de l'Europe. De surcroît, les événements de 1973 se sont déroulés de telle façon qu'ils posent, par delà le problème énergétique, celui du fonctionnement des mécanismes communautaires.

En d'autres termes, si l'on s'interroge sur la capacité des structures européennes à répondre à une crise, celle de l'énergie revêt un caractère exemplaire.

Une simple question résume les interrogations que sont susceptibles de se poser les observateurs du phénomène européen : comment a-t-on pu en arriver à exécuter approximativement en 1977, le second programme intérimaire de 1972 (1) qui fut cependant, en quelque sorte, enterré, au printemps de 1974, comme étant insuffisant dans le cadre d'une nouvelle stratégie ? Se poser cette question aboutit, pour le moins, à constater que l'Europe n'a jamais moins progressé que lorsque la crise la plus grave qui l'ait à ce jour affectée, a déferlé.

Il est temps, semble-t-il, de s'interroger sur les raisons pour lesquelles le système communautaire n'a pu répliquer globalement au défi fondamental qui lui était lancé. L'analyse des problèmes énergétiques européens s'avère complexe, car elle doit prendre en compte la dualité technique et juridique du champ de manœuvre communautaire. Elle conduit toutefois, au moment où s'annoncent les « hearings » (2) nucléaires organisés par la Commission,

(1) Ce programme se limitait à l'étude de la production d'électricité à partir de la fusion nucléaire.

(2) Ceux-ci doivent se dérouler à Bruxelles, les 29-30 novembre et 1^{er} décembre 1977, en ce qui concerne la première session. Rappelons que cette étude a été faite durant l'automne 1977.

(*) La présente étude a été effectuée dans le cadre du séminaire C.E.D.E.C.E. « Avenir énergétique de l'Europe », dirigé par Olivier Pirotte, Maître-Assistant, Université de Lille II.

à s'interroger sur la fermeté et la stabilité de la finalité de l'action que mènent les communautés en matière énergétique.

Quoi qu'il en soit, et sur le plan technique, la stratégie européenne, prise en sa globalité, conduit à mener des actions interdépendantes pour chacune des sources énergétiques. Des écarts de faible niveau entre les objectifs et les réalisations pourront, certes, se compenser d'un secteur sur l'autre, mais des décalages plus importants menacent de ruiner l'ensemble de l'édifice.

Il en résulte donc la nécessité d'être très circonspect sur les données chiffrées officielles dans la mesure où elles déterminent, en dernière analyse, le succès ou l'échec de l'entreprise globale.

Les statistiques, en effet, risquent fort, parce qu'elles engagent les intérêts vitaux des Etats membres, en l'absence d'une politique commune véritable, de n'être qu'approximatives ou d'accuser un retard par rapport à la réalité. En ce sens, il est difficile d'accorder au second rapport sur la réalisation des objectifs communautaires (3) l'importance qui semblerait devoir lui revenir, tant l'ambiguïté des chiffres fournis le rend quasiment inutilisable (4).

(3) COM (77), 395 Final.

(4) Une prise en compte de ce deuxième rapport risquerait de fausser toute appréciation sur la réalisation des objectifs. En effet, la contribution nucléaire pour 1985 s'établit à 102,5 GWe ou 140 Mtep (p. 6). Dans la mesure où les estimations initiales visaient une production de 190 à 240 Mtep (cf. par exemple le rappel des chiffres dans le COM (76) 9. Annexe 2, p. 15. Chiffres ramenés à 182-189 Mtep lors du premier rapport sur la réalisation des objectifs [cf. COM (76) 9] on pourrait conclure à un simple glissement, sans prendre pleinement conscience de l'importance du phénomène.

En réalité, les chiffres dont le deuxième rapport fait état s'avèrent complètement dépassés. Dès le début de 1977, les documents internes des Services de la Commission considèrent 95 GWe « comme le maximum réalisable dans le contexte actuel » (document sur l'évolution du parc de centrales nucléaires dans la Communauté du 25/2/77). Trois mois plus tard, un autre document interne relatif à la situation du secteur nucléaire dans la Communauté européenne en mai 1977, table sur 84,5-94,5 GWe et précise que « l'examen pays par pays de chacune des prévisions tend à montrer que c'est la branche basse de la fourchette — soit 85 GWe — qui semble la plus réalisable ». Ces estimations seront d'ailleurs officialisées dans le COM (77) 199 final du 27 mai 1977, « Les problèmes nucléaires ». Il est en outre d'autant plus difficile d'accorder quelque crédit au chiffre de 102,5 GWe, que le deuxième rapport lui-même ne croit guère à ses chances de réalisation (cf. page 6 : « Les perspectives actuelles donnent à craindre que la puissance nucléaire installée en 1985 ne dépasse pas 90 GWe ») (cf. dans le même sens Annexe II, page 6). Il reste à regretter que la Commission en vienne à raisonner sur un chiffre dont elle n'ignore rien de l'inexactitude.

Notons enfin que les 140 Mtep ne doivent pas abuser. L'équivalence entre capacité installée (GWe) et production d'énergie nucléaire s'établissait généralement autour de 1,2 Mtep pour 1 GWe (cf. par exemple COM (74) 1963 final,

Sur le plan juridique, le maintien, dans le cadre de la fusion des exécutifs, de l'application des trois traités rend hétérogènes les sources du droit applicables au domaine énergétique : règles C.E.C.A. pour le charbon, traité Euratom pour le nucléaire, le pétrole devant se contenter de l'article 103 du Marché Commun, c'est-à-dire de la politique conjoncturelle. Il en résulte nécessairement un changement d'ordre de grandeur au niveau de la sanction juridique susceptible d'être apportée aux normes communautaires selon la source énergétique envisagée. Il s'ensuit également que poser une politique énergétique communautaire devient par essence un problème de haute politique, engageant les intérêts vitaux des Etats membres. Par voie de conséquence et en l'absence d'une finalité précise, tenue par chacun des partenaires comme représentative à la fois de son intérêt national et de l'intérêt commun à tous, le risque d'échec est évident. Celui-ci serait, au stade intermédiaire que connaît l'intégration européenne, de voir chaque Etat orienter sa politique en fonction de son intérêt national tenu pour prioritaire. La politique communautaire se contenterait dès lors d'accompagner de façon accessoire et de coordonner plus ou moins la juxtaposition potentiellement contradictoire des politiques nationales.

Et cependant, il fut possible de croire, en 1974, qu'une fois de plus la crise de l'énergie servirait la construction communautaire. Face à l'envolée des prix pétroliers, dont elle fut — de loin — la principale victime, l'Europe sembla réagir. La Commission des communautés fit le choix d'une stratégie axée sur le développement intensif du nucléaire. Puisqu'aucune politique commune n'était inscrite aux traités, la Commission décida de recourir à de nouveaux modes d'action et relança la notion de « *politique communautaire* » de l'énergie. Quatre ans plus tard les résultats sont loin d'être à la mesure des espérances et des objectifs premiers.

A travers l'analyse du problème énergétique, on est en droit de s'interroger sur la crédibilité de ce type d'action (II).

p. 3 : « 200 GWe correspondent à une consommation en 1985 de 240 Mtep. Chaque tranche de 1 GWe n'ayant pu être réalisée à temps avec une chaudière nucléaire devra être compensée par une tranche classique ; si celle-ci est alimentée en pétrole, elle en consommera 1,2 million de tonnes par an... » [cf. dans le même sens (76) 9, p. 15]. Or, la production de 140 Mtep ne correspond plus dans le deuxième rapport qu'à une capacité installée de 102,5 GWe, soit 1 GWe = 1,37 Mtep. En conservant les conditions d'équivalence initiales, la production d'énergie nucléaire prévue pour 1985 n'aurait donc atteint que 123 Mtep. De chiffres dépassés en modification des conditions d'équivalence entre GWe et Mtep, les ambiguïtés du COM (77) 395 final se révèlent trop nombreuses pour que ce document soit utilement pris en considération.



Première partie : L'élaboration d'une politique communautaire de l'énergie

La volonté de l'Europe d'apporter une solution globale à la crise énergétique, plutôt que de se contenter de chercher une parade ponctuelle à une situation donnée, se heurte tout d'abord à un obstacle d'ordre juridique. Les Traités ne permettent pas l'élaboration d'une politique énergétique globale au niveau européen et les Communautés sont, dès lors, contraintes de recourir à de nouveaux modes d'action. Quelle est la signification de la notion de politique communautaire à laquelle il est alors fait appel ? Permettra-t-elle d'intégrer la diversité des Traités et la diversité des sources d'énergie ? (Section I).

De ces interrogations relatives aux mécanismes juridiques dépendent la définition et les chances du pari énergétique européen à savoir : la recherche concrète des moyens d'une indépendance maximale, dont le nucléaire sera l'axe essentiel. (Section II).

SECTION I

LE RECOURS A DE NOUVEAUX MODES D'ACTION

L'analyse des travaux des différents organes des Communautés européennes relatifs à la recherche d'une solution communautaire des problèmes énergétiques repose essentiellement sur la communication de la Commission au Conseil intitulée : « *Vers une nouvelle stratégie de politique énergétique pour la Communauté* » (5). Ce document traduit (en orientations fondées sur une évaluation précise des contraintes économiques et industrielles européennes) la mission que s'étaient donnée les chefs d'Etat et de Gouvernement lors de la Conférence de Paris en octobre 1972 : assurer « *un approvisionnement énergétique sûr et durable dans des conditions*

(5) COM (74) 550 Final, Bruxelles, 29/5/1974 (ce document ayant fait l'objet d'études descriptives, notamment dans la *Revue de l'Energie*, il ne sera pas ici présenté en détail, en tant que tel).

satisfaisantes » (6). L'objectif poursuivi par la Commission peut être ainsi défini : réduire la dépendance énergétique et assurer la sécurité des approvisionnements.

Certes, sur le plan technique, cette communication présente un grand intérêt (7), mais c'est à un autre niveau qu'apparaît son caractère essentiel. Ce document est original. Ainsi que l'emploi du terme « *stratégie* » le laissait déjà supposer, il fait le choix d'un nouveau mode d'action, d'une nouvelle méthode, qui vient enrichir les concepts européens traditionnels et permet aux Communautés de tenter de définir une politique globale dans un domaine étranger aux politiques communes consacrées par les traités. Intervenant dans le domaine énergétique, dont l'importance n'est plus à démontrer, et dans une période de crise dont les conséquences risquent de s'avérer tragiques pour les pays développés, nul doute que l'on puisse accorder à cette tentative de réponse de l'Europe la valeur d'un test.

Ainsi le développement d'une stratégie communautaire, en dehors du champ d'application juridique des traités, requiert un certain volontarisme (8) de la part des Etats membres (§ 1). Mais une telle stratégie ne saurait atteindre ses objectifs, si elle ne s'intègre pas dans le cadre juridique de ces traités (§ 2).

§ 1. — La stratégie communautaire

L'adoption d'une stratégie communautaire est, en elle-même, une méthode nouvelle, dont l'ambition tient à sa mise en œuvre par la Commission au milieu des incertitudes juridiques et économiques.

A) Une méthode nouvelle

Le document « *Vers une nouvelle stratégie...* » fixe deux objectifs essentiels : réaliser l'unité du marché européen, assurer la sécurité des approvisionnements. Ces objectifs répondent, sans aucun doute, aux nécessités apparues à l'automne 1973.

(6) Bulletin des Communautés européennes S. 6-73, p. 5.

(7) L'étude de ce document sera développée dans le Titre II. Indiquons que l'ensemble de cette analyse reposera aussi bien sur les documents de travail des services de la Commission, dont nous avons pu disposer, que sur des projets, rapports, communications, recommandations, ou propositions de la Commission au Conseil. Nous réservons une place spéciale au COM (74) 550 Final dans la mesure où, au-delà des problèmes techniques, c'est le nouveau concept qu'il met en œuvre que nous analyserons ici.

(8) Le terme de volontarisme, qui sera souvent utilisé dans cet article, est employé comme synonyme de volonté politique et ne fait aucunement référence aux théories du même nom. Autrement dit, dans quelle mesure les Etats membres font-ils, ou non, preuve de « bonne volonté » européenne ?

Leur formulation n'est donc pas originale. Mais, en ce qui concerne les voies et moyens pour parvenir à leur réalisation, la Commission doit exercer un choix :

— Ou bien, elle considère le problème énergétique européen comme un donné auquel doivent s'adapter spontanément les mécanismes européens, et dans ce cas, elle agira par la voie d'actions ponctuelles, selon une démarche toute pragmatique. Nombreux sont les exemples antérieurs à 1974, où la Commission s'efforçait, même dans le domaine énergétique, de se livrer à une étude approfondie des politiques des Etats membres, en tentant de les orienter dans un sens communautaire (9). Elle faisait ainsi œuvre de coordination de décisions prises sous l'impulsion des politiques nationales, mais le rôle initial lui échappait. On pourrait donc imaginer que tout un dispositif soit mis en œuvre par la juxtaposition de documents techniques, ponctuels, voire sectoriels ;

— ou bien, à l'opposé, la Commission choisit de recourir à une stratégie globale, qui implique une articulation et une coordination des différents éléments d'une politique énergétique dont elle est susceptible d'avoir la maîtrise. C'est, de façon indiscutable, l'option du document précité. A une contrainte d'ordre international délibérée par les pays producteurs de pétrole, doit répondre, dans l'esprit de la Commission, une stratégie européenne. Cette prise de conscience, associée à celle de la médiocrité des résultats obtenus jusque-là par le biais des politiques ponctuelles, inclina donc la Commission, à un renversement du processus décisionnel (10). (A un rôle de coordination, sinon de mise en forme des politiques nationales énergétiques, elle entend substituer un rôle d'initiative, voire de maîtrise). De plus, la spécificité même du problème énergétique exige une solution commandée par l'unité du marché européen. Le terrain était donc propice à la mise en œuvre de solutions d'un type nouveau. A la limite, le phénomène nouveau qui apparaît, sous la pression du « *new-deal* énergétique », est bien moins la définition d'une nouvelle stratégie que la prise de conscience par les Européens de la nécessité d'en avoir une.

(9) Cf. sur ce point : Documents COM (73) 1320, COM (74) 90.

(10) Cela ne signifie pas que la Commission fasse table rase : il peut très bien y avoir compatibilité, voire complémentarité entre des communications anciennes et la nouvelle approche. Ainsi, la Commission fait elle-même référence aux Documents COM (73) 1320 et COM (74) 90, cf. COM (74) 550 F., p. 3.

B) Une méthode ambitieuse

Nombreux sont, dans ce document, les éléments qui illustrent tant la volonté que la nécessité du développement d'une stratégie énergétique européenne. Sur le plan de la structure du raisonnement, il est particulièrement significatif que la Commission développe les objectifs à long terme (an 2000) avant de se préoccuper du court terme (1975-1985). De même en ce qui concerne les moyens d'action, la substitution à des prévisions d'objectifs volontaristes n'est pas moins caractéristique. Enfin, l'ampleur du champ d'application du projet incite à ce type d'approche. Il s'agit d'assurer la réduction de la dépendance énergétique européenne, ce qui implique l'interdépendance des actions à mener dans les différents secteurs énergétiques : gaz, charbon, pétrole, nucléaire. En effet, chaque source peut être appelée à relayer ou épauler une autre source défaillante, dans des proportions variables (11). Cette réduction de la dépendance exige, de la part de l'Europe, une attitude cohérente face aux pays avec lesquels elle entretient des liens privilégiés, face aux pays exportateurs de pétrole, eux-mêmes à la recherche de leur unité, face, enfin, aux pays exportateurs d'uranium aux volontés politiques encore imprévisibles dans ce domaine.

Le choix de la Commission est audacieux, car l'on sait les faiblesses des traités dans le domaine de la politique énergétique. La Commission est donc amenée à recourir au volontarisme européen des Etats membres, démarche somme toute naturelle pour une instance communautaire. Le volontarisme est appelé à jouer un double rôle : palliatif du vide juridique, étape nécessaire vers la juridicisation.

§ 2. — La politique communautaire

Par définition, la stratégie n'est pas directement opérationnelle. Elle doit être traduite, mise en œuvre, et c'est là le domaine de la tactique. En ce qui concerne la politique énergétique européenne, le principe ne subit pas d'exception. Si l'on cherche dans le vocabulaire européen le concept susceptible de répondre à cette nécessité, on ne peut manquer de s'interroger sur la notion de « *politique communautaire* ». Telle qu'elle est employée dans les différentes publications, cette notion revêt un caractère extrêmement flou. Elle semble, en tout cas, signifier la volonté d'entreprendre une action commune en l'absence d'une politique commune. Par là même, reposant sur une définition lâche, son usage est commode et peut recouvrir, en première analyse,

(11) Cf. Titre II ; II ; B.



diverses formes d'action des Communautés européennes.

Si l'on considère maintenant le concept de politique énergétique commune (12) (qui pourrait être, selon certains observateurs (13), le seul moyen de régler sur le plan communautaire, le problème énergétique), on constate alors que l'ensemble des scénarios énergétiques européens s'articule autour de trois notions : la « stratégie communautaire », la « politique communautaire », la « politique commune » au sens d'action commune.

Dans une résolution d'avril 1975 (14), le Parlement européen « constate que les objectifs chiffrés pour la période 75-85 et relatifs à la structure d'approvisionnement, relèvent d'une politique volontariste et conforme aux intérêts de la Communauté, dont le degré de dépendance énergétique serait ainsi fortement réduit... »

attend de la Commission et du Conseil qu'ils définissent, dans les meilleurs délais, les voies et les moyens permettant de réaliser ces objectifs...

se déclare convaincu que ces voies et moyens devront avoir une force contraignante suffisante, si l'on veut réaliser une telle modification de la structure d'approvisionnement ».

L'analyse de cette résolution nous conduit à penser que les trois notions précitées constituent moins un tryptique que les trois phases successives d'un processus d'élaboration de la politique énergétique européenne. Ainsi, la dynamique des orientations stratégiques de 1974 se développe selon ces trois phases dont l'examen permet de mesurer la crédibilité des mécanismes institutionnels et, simultanément, le volontarisme politique des Etats membres.

A) La stratégie communautaire

Le mécanisme permettant le déclenchement du processus réside dans la prise de conscience par

(12) Vlad Constantinesco, Compétences et pouvoirs dans les Communautés européennes.

Mme Colette Mégret, Les politiques des Communautés européennes, Les cours de droit, 1975.

(13) *Enerpresse*, n° 1730 du 30/12/1976. Conférence de presse du 29/11/1976 d'un directeur de la B.P.

Dans le même sens : réponse du Ministre de l'Industrie à une question parlementaire (n° 20837) *J.O.A.N.*, 13/3/76 : « ...la recherche d'une politique énergétique commune a reçu une impulsion nouvelle à la suite de la crise de l'énergie de l'automne 1973. Cette recherche se développe désormais dans le cadre défini par deux résolutions : 17/12/74 et 13/2/75 ».

(14) Résolution du Parlement européen sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une résolution sur les objectifs de la politique énergétique communautaire. *J.O.C.E.*, 7/4/1975, n° C 76/30.

la Commission de la nécessité de développer une stratégie globale afin de maîtriser un problème donné. Ainsi, dans le domaine énergétique, on a noté précédemment que la Commission avait délibérément opté pour le recours à un document fixant des orientations stratégiques. Elle renonçait par là-même aux types d'action antérieurs, lesquels étaient de caractère ponctuel. Par la Résolution du 17-12-1974, le Conseil, organe décisionnel, reprend à son compte l'ensemble du projet (15).

Reposant sur une plate-forme de données quantifiées, d'orientations précises dans tous les secteurs énergétiques, le document « *Vers une nouvelle stratégie...* » constitue le préalable nécessaire à une « politique communautaire », elle-même passage obligé vers une éventuelle politique commune. La « politique communautaire » peut dès lors être mise en œuvre. La Commission le constate d'ailleurs dans une réponse à une question écrite d'un Parlementaire britannique :

« Le Conseil de l'énergie, qui s'est tenu le 17 décembre, a marqué un progrès considérable vers l'adoption d'une politique énergétique communautaire. Il a assigné à la Communauté, dans chacun des secteurs de l'énergie, un certain nombre d'objectifs quantifiés, qui reflètent les programmes nationaux, mais qui tiennent compte également de l'avis de la Commission quant à la possibilité d'atteindre des objectifs plus ambitieux, permettant de réduire la dépendance de la Communauté à l'égard de l'énergie importée » (16).

B) La notion de « politique communautaire »

Consciente de l'inexistence juridique de la « politique communautaire », la Commission doit recourir à la volonté politique des Etats membres. Celle-ci joue le rôle de l'instrument juridique défaillant, mais, à la stabilité inhérente au droit, elle ne peut que substituer sa versatilité naturelle. Si la « politique communautaire » n'existe pas sur le plan juridique, en pratique, on le sait, sa mission est de traduire, « sur le terrain », les impulsions de la « stratégie communautaire ». Cette existence de fait doit être reconnue afin d'en tracer les limites. On ne peut concevoir que les approvisionnements énergétiques de l'Europe soient soumis aux aléas d'une politique du coup par coup, au gré des intérêts ou des réticences de chacun des Etats membres. Sa nature même est de reposer sur le volontarisme politique. Vouloir l'intégrer dans les concepts juri-

(15) Résolution du Conseil, du 17/12/1974, concernant les objectifs pour 1985 de la politique énergétique communautaire. *J.O.C.E.*, 9/7/1975, n° C 153/2.

(16) Réponse de la Commission à la question écrite n° 534/74 de Lord O'Hagan. *J.O.C.E.*, 21/3/1975, n° C 66/13.

diques n'a de sens que s'il s'agit de tendre vers la notion de politique commune. Il s'agit, par essence ; d'une politique de transition infiniment variable en son contenu comme en sa durée, parce qu'elle est déterminée en fonction du seul paramètre de l'intensité du volontarisme. On conçoit aisément, en effet, que les orientations soient d'autant plus précises et contraignantes que la bonne volonté des Etats s'affirme plus nettement. A l'opposé, il ne dépend que de l'élan imprimé par ce volontarisme que l'on débouche rapidement sur une politique commune.

On peut donc faire les deux propositions suivantes :

— le contenu de la « *politique communautaire* » est proportionnel à l'intensité de la volonté politique des Etats ;

— la durée de cette politique est bien entendu, inversement proportionnelle à cette intensité.

Une comparaison entre « *politique communautaire* » et confédération d'Etats illustrera ces problèmes. La confédération prend naissance dans une absence de cadre juridique, par le biais de la volonté politique des Etats. Cette dernière, affirmée le plus souvent face à l'adversité, risque fort de se distendre, le calme revenu. Si la crise n'a pas été mise à profit pour pérenniser la volonté politique de l'union dans des instruments juridiques, le particularisme de quelques-uns risque fort de mener à l'écroulement de l'édifice. Le problème ne se pose-t-il pas dans les mêmes termes en matière énergétique ? La crise de l'énergie a servi de détonateur à la nouvelle stratégie mais l'instrument éphémère de la volonté politique unanime des Etats a besoin du relais de la juridicisation pour mener à terme le projet. Ainsi qu'une confédération qui « s'éternise » mène à l'écroulement, une « *politique communautaire* » qui se pérenniserait ne pourrait guère que marquer un abandon pur et simple des thèses de la nouvelle stratégie, sous une terminologie rassurante. Si, sans avoir recouru à une juridicisation, on utilisait encore le terme de « *politique communautaire* », alors que la volonté politique des Etats aurait cessé d'apparaître unanime, il ne s'agirait plus que d'un abus de langage destiné à masquer un échec.

La spécificité des données du problème énergétique offre un deuxième élément de comparaison avec la confédération. L'unanimité généralement exigée dans celle-ci n'est, bien entendu, en aucune façon, une donnée juridique dans la « *politique communautaire* » ; néanmoins, l'application coordonnée et harmonieuse des orientations de la stratégie définie ci-dessus implique qu'aucun Etat ne puisse agir d'un poids particulier sur le sort de l'ensemble des Etats membres. Or, c'est bien le risque, compte-tenu

des hasards de la localisation géographique des ressources énergétiques sur le sol européen. On retomberait ainsi dans le processus traditionnel des politiques coordonnées ou concertées (17).

Le danger réside dans le phénomène d'occultation de l'information réelle, lequel repousserait à l'infini la perspective d'une politique commune en matière d'énergie, aboutissement logique du processus.

C) La juridicisation d'une politique communautaire : une action commune

Tout se passe comme si, en l'absence d'une politique commune authentiquement prévue par les Traités, la Commission avait misé sur le phénomène du « spill-over » et estimé que, la crise aidant, la juridicisation de la politique communautaire entraînerait une action commune assimilable à terme à une politique commune nouvelle.

Il serait naïf de penser que les instances communautaires n'ont pas envisagé, avant la crise de l'automne 1973, les voies et moyens d'une politique en matière d'énergie. D'ailleurs, avant cette date, plusieurs éléments juridiques nécessaires à une telle construction n'existeraient-ils pas ? (18). A partir de 1974, les Résolutions qui élaborent la nouvelle stratégie ouvrent le canal qui guidera l'évolution nécessaire. Celle-ci conduisit les instances européennes, nous l'avons vu, à entamer le processus d'une « *politique énergétique communautaire* ». Dès l'instant où cette dernière apparaît, une accélération se produit. En effet, rappelons que la « *politique communautaire* » ne repose que sur le volontarisme politique des Etats, or, celui-ci est extrêmement sensible aux pressions de la conjoncture économique. C'est pourquoi, dès 1974, un élan nouveau s'est manifesté, consécutif à la crise de l'énergie. Autrement dit, les crises nourrissent le volontarisme politique des Etats membres, dans lequel la « *politique communautaire* » trouve son

(17) L'état d'avancement de la politique communautaire engagée en 1974 sera traité en seconde partie (Section I).

(18) Cf. COM 72/1201 où l'on trouve déjà une première esquisse d'une stratégie communautaire dans le domaine énergétique. Dans le même sens, l'utilisation qui était faite du donné juridique antérieur pose un autre problème : celui du chapitre VI notamment. Cf. en outre COM 75/310, Bruxelles 11/6/75, communication de la Commission au Conseil : Axes essentiels d'une politique de développement des ressources en énergie dans la Communauté et dans un cadre plus large de coopération internationale, p. 4 : « Les Traités créent un environnement favorable au développement des ressources énergétiques dans la Communauté par leurs dispositions relatives à la non discrimination, à la libre circulation, à la concurrence, à la politique communautaire ».



mouvement (19). Cette dernière constatation nous fait sentir combien cette situation est précaire quand le calme engendre l'inertie. C'est au droit de prendre le relais en intégrant la politique communautaire dans les concepts juridiques européens. C'est bien ce que sollicite le Parlement lorsqu'il « se déclare convaincu que ces voies et moyens devront avoir

une force contraignante suffisante si l'on veut réaliser une réelle modification de la structure d'approvisionnement » (20).

Cela ne signifie-t-il pas que, privée de son mouvement, la « politique énergétique communautaire » doit être aspirée par le droit vers une politique commune ?

(19) Cf. réponse précitée du Ministre français de l'Industrie.

(20) Résolution du Parlement européen d'avril 1975 précitée.

LES ACCORDS DE COOPÉRATION ENTRE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE ET LES PAYS DU MAGHREB

Yves RENIER

*Administrateur Principal
à la Commission des Communautés européennes*

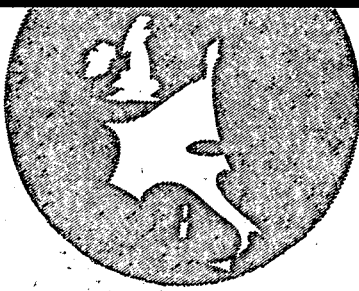
En mars 1976, la Communauté économique européenne a signé des accords de coopération avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. La signature de ces accords représentait un événement important pour les relations entre la Communauté et les trois pays du Maghreb. Elle constituait l'aboutissement des longs efforts faits par les partenaires, liés par l'histoire, la culture et une multitude d'intérêts économiques communs, pour établir des relations étroites. Outre l'importance qu'ils représentaient pour les partenaires eux-mêmes, ces accords constituaient une étape importante dans la réalisation de la politique globale méditerranéenne de la Communauté, dont le principe avait été décidé en 1972, notamment à l'occasion de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement à Paris au mois d'octobre. Ces accords avec les trois pays du Maghreb ont, en effet, servi de modèles pour les accords négociés, par la suite en 1976 et 1977, dans le cadre de cette politique méditerranéenne, avec l'Egypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie ainsi que pour les protocoles négociés parallèlement avec Israël afin de compléter l'accord signé avec ce pays en 1975.

Les accords de coopération avec les pays du Maghreb doivent être appréciés enfin, dans la perspective plus large de la politique de la Communauté à l'égard du tiers monde. Venant après la Convention de Lomé signée en 1975 et instaurant comme celle-ci une coopération de portée globale, ils constituent avec les accords signés avec les autres pays méditerranéens, qui viennent d'être cités, un des volets importants de la politique de développement de la Communauté.

Alors que l'on peut maintenant espérer une entrée en vigueur prochaine des accords de coopération avec les pays du Maghreb — après l'achèvement des procédures de ratification dans les Etats membres, qui ont pris un certain retard — le moment semble venu de faire le point sur le contenu et les perspectives ouvertes par les accords. Auparavant, pour mieux apprécier l'importance qu'ils représentent dans le développement des relations entre les partenaires, il conviendra de faire un bref retour en arrière sur l'histoire de ces relations depuis la création de la Communauté.

I. — Historique

Les accords de coopération conclus par la Communauté avec les pays du Maghreb constituent l'aboutissement d'un long processus dont le point de départ remonte à la création de la Communauté



économique européenne. En effet, dans une déclaration d'intention annexée au Traité de Rome, les Etats membres s'étaient déclarés prêts à proposer aux pays indépendants de la zone franc des négociations en vue de la conclusion d'accords d'association « dans le souci de maintenir et d'identifier les courants traditionnels d'échanges et de contribuer au développement économique de ces pays ». Cela ne visait alors, s'agissant du Maghreb, que le Maroc et la Tunisie, l'Algérie n'étant pas encore indépendante.

Bien que les premiers pourparlers aient commencé à la fin de 1963, c'est seulement en 1969 que la CEE a conclu des accords d'association avec le Maroc et la Tunisie. Leur champ d'application était limité au domaine commercial. La Communauté n'avait pas été en mesure de répondre à la demande de ses partenaires qui auraient souhaité que ces accords établissent une coopération technique et financière et traitent des problèmes relatifs aux travailleurs marocains et tunisiens travaillant en Europe.

Conçus dans la perspective d'une zone de libre échange, les accords d'association prévoyaient le libre accès au marché de la Communauté pour la quasi-totalité des produits industriels exportés par le Maroc et la Tunisie et un régime privilégié pour certaines de leurs exportations agricoles. En contrepartie, le Maroc et la Tunisie s'étaient engagés à garantir un certain niveau de libération de leurs importations en provenance de la Communauté et, en outre, la Tunisie avait consenti des réductions de ses droits de douane pour un certain nombre de produits industriels. Les problèmes que certaines demandes des partenaires de la Communauté ont posés pour la politique agricole commune en pleine gestation expliquent en grande partie la longueur des négociations.

En raison de leur portée limitée, les parties contractantes avaient reconnu que les accords d'association constituaient seulement une première étape, comme en témoigne leur préambule qui parle d'« une première application de la déclaration d'intention annexée au Traité de Rome ». Aussi, leur durée d'application avait-elle été limitée à cinq années et avait-il été prévu l'ouverture de négociations dès la fin de la troisième année, en vue de la conclusion de nouveaux accords sur des bases élargies.

Quant à l'Algérie, devenue indépendante en 1962, elle avait manifesté, dès 1963, le désir d'entamer des négociations avec la CEE en vue de la conclusion d'un accord de portée globale. C'est seulement en 1972 que des négociations avaient pu s'engager, mais, comme l'offre de la Communauté concernait

uniquement le domaine commercial, celles-ci n'avaient pas eu de suite et les véritables négociations débuteront en 1973, — en même temps que celles avec le Maroc et la Tunisie — pour aboutir à la signature de l'accord de coopération en 1976. Bien que, jusqu'à l'entrée en vigueur du régime commercial défini dans l'accord de coopération signé en 1976, aucune base conventionnelle n'existait pour un régime des échanges particuliers en faveur de l'Algérie, celle-ci avait continué à bénéficier, dans une large mesure, après l'indépendance, de l'accès en franchise au marché français et, en Allemagne et au Benelux, des réductions tarifaires existant entre les « Six » en 1962. Pour sa part, l'Algérie avait appliqué un traitement préférentiel à la CEE jusqu'en 1973.

H. — Contenu des accords de coopération

Les accords de coopération avec les pays du Maghreb reposent sur le principe d'une coopération globale qui permet de combiner les différents moyens d'action, susceptibles de contribuer au développement économique et social de ces pays, dans les domaines de la coopération économique, technique et financière, des échanges commerciaux ainsi que dans le domaine de la main-d'œuvre. Comme elles l'affirment dans le préambule des accords, les parties contractantes ont voulu ainsi « instaurer un nouveau modèle de relations entre Etats développés et Etats en voie de développement compatible avec les aspirations de la Communauté internationale vers un ordre économique plus juste et plus équilibré ». A cet égard, les accords de coopération avec les pays du Maghreb procèdent de la même conception que la Convention de Lomé. Ces accords ont été conclus, en outre, pour une durée illimitée. Ils sont aptes ainsi à assurer à cette coopération « globale » les perspectives nécessaires pour que puissent être affrontés les problèmes à long terme du développement. En raison de cette durée illimitée, un réexamen général des dispositions des accords a été prévu à partir de 1978 et de 1984 en vue d'y apporter éventuellement des améliorations.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, TECHNIQUE ET FINANCIÈRE

Comme on sait, l'instauration d'une coopération économique, technique et financière avec les pays du Maghreb constitue un élément entièrement nou-

veau par rapport au contenu des accords d'association conclus en 1969 avec le Maroc et la Tunisie. Le fait qu'elle fasse l'objet du titre I des nouveaux accords, avant même les dispositions traditionnelles relatives aux échanges commerciaux, illustre, en outre, l'importance que les parties y attachent. En effet, en raison du vaste champ d'action qui lui a été donné, la coopération économique, technique et financière apparaît comme la pierre angulaire des accords.

Domaines d'application de la coopération

Les accords contiennent l'énumération d'une longue série d'actions de coopération à réaliser entre les partenaires :

- participation de la Communauté aux efforts entrepris par les pays du Maghreb pour développer leur production et leur infrastructure économique ;
- mesures en faveur de la commercialisation et de la promotion des ventes des produits exportés par les pays du Maghreb ;
- coopération industrielle, notamment en favorisant les contacts entre les opérateurs économiques, en facilitant l'acquisition des brevets et autres propriétés industrielles, à des conditions favorables, en œuvrant à l'élimination des obstacles autres que ceux de caractère tarifaire et contingentaire susceptibles d'entraver l'accès aux marchés respectifs ;
- encouragement des investissements privés répondant à un intérêt mutuel des parties ;
- coopération dans le domaine scientifique, technologique et de la protection de l'environnement ;
- coopération dans le secteur de la pêche ;
- information réciproque — en tant que de besoin — sur l'évolution respective des situations économiques et financières ;
- (en ce qui concerne l'Algérie et la Tunisie) coopération dans le domaine de l'énergie, favorisant la participation des opérateurs de la Communauté aux programmes de recherche, de production et de transformation des ressources énergétiques ainsi que la bonne exécution des contrats de livraison à long terme de produits pétroliers.

Il est à noter que cette liste des actions inscrites dans les accords n'est pas exhaustive, car il est prévu que les partenaires au sein des institutions créées pour gérer ces accords ont la possibilité de déterminer d'autres domaines d'application de la coopération.

Les moyens financiers

Pour appuyer les efforts de coopération entre les partenaires, une contribution financière de la Communauté a été convenue dans les accords (cf. tableau ci-dessous). Cette contribution financière pourra être engagée jusqu'à une date se situant cinq ans et demi après la signature des accords, soit jusqu'à la fin d'octobre 1981. Les moyens financiers ainsi fournis par la Communauté sont destinés à financer, d'une part, des projets d'investissement dans les domaines de la production et de l'infrastructure, en vue de favoriser l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture des pays du Maghreb et, d'autre part, des actions de coopération technique relatives à des projets d'investissements et au domaine de la formation professionnelle.

	Algérie	Maroc	Tunisie	Total
— Prêts de la B.E.I.	70	56	41	167
— Prêts à des conditions spéciales ..	19	58	39	116
— Aides non remboursables	25	16	15	56
— Total	114	130	95	339

— Les prêts à conditions spéciales sont accordés pour une durée de 40 ans assortis d'un différé d'amortissement de 10 ans. Leur taux est de 1 %.

— Les prêts de la banque sont assortis, en général, de bonifications d'intérêts de 2 % financées sur les fonds prévus au titre des aides non remboursables.

(en millions d'U.C.E.)

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Bien que les échanges commerciaux représentent le domaine traditionnel des accords conclus par la Communauté avec les pays tiers et notamment celui sur lequel portaient les accords d'association avec le Maroc et la Tunisie, les accords de coopération entre la CEE et les pays du Maghreb présentent sous cet aspect des particularités qui méritent d'être soulignées. Il est à noter, en effet, que dans l'article introductif des dispositions des accords de coopération consacrées aux échanges, les parties contractantes se sont donné comme objectif de promouvoir leurs échanges « en tenant compte de leurs niveaux de développement respectifs et de la nécessité d'assurer un meilleur équilibre dans leurs échanges commerciaux ». Un tel objectif avait été déjà retenu



en des termes similaires, et pour la première fois à l'article 1 de la Convention de Lomé. Ces termes traduisent la volonté de la Communauté de donner, désormais, au régime des échanges définis dans les accords un contenu plus adapté aux problèmes de développement de ses partenaires. Au-delà des concessions commerciales accordées par la Communauté elle-même, cette volonté s'est concrétisée, comme on le verra plus loin, par l'absence de contreparties, du moins au départ, à la charge des pays concernés.

Régime des échanges appliqué par la Communauté

En ce qui concerne les concessions commerciales accordées par la CEE, les accords avec les pays du Maghreb prévoient le libre accès au marché communautaire pour toutes les matières premières et tous les produits industriels originaires de ces pays, ce qui implique l'élimination des droits de douane et taxes d'effet équivalent ainsi que des restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent. Ce principe ne compte que deux restrictions temporaires : pour les produits en liège et pour les produits pétroliers raffinés, la Communauté s'est réservée la possibilité, jusqu'à la fin de 1979, de réintroduire des droits de douane lorsque les importations ont atteint un certain plafond. Le même régime est appliqué aux produits relevant de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier grâce à la conclusion d'accords particuliers pour ces marchandises. Si l'on met à part les produits en liège et les marchandises relevant de la CECA, le Maroc et la Tunisie bénéficiaient déjà de tels avantages depuis les accords d'association de 1969.

Contrairement à l'approche suivie pour les produits industriels, le régime applicable aux marchandises du secteur agricole importées des partenaires est défini produit par produit. Ceci est conforme à la pratique que la Communauté a dû toujours suivre en raison des problèmes particulièrement délicats que la concurrence extérieure pose pour beaucoup de productions agricoles communautaires. Le régime ainsi défini dans les trois accords est modulé selon les produits en fonction des difficultés particulières qu'ils présentent et selon les pays en fonction de leurs intérêts d'exportation. Les différences existant entre les trois pays quant à la liste des produits bénéficiant de concessions et au niveau de ces concessions restent toutefois limitées, étant donné la similitude existant en général dans leurs intérêts et la volonté de la Communauté, inspirée par des raisons politiques, de prévoir dans la mesure du possible le même régime à l'égard de ses trois partenaires maghrébins.

Les principaux produits pour lesquels des concessions ont été accordées sont ceux qui constituent l'essentiel de la production agricole des pays méditerranéens : agrumes, vin, huile d'olive, produits frais du secteur horticole (pommes de terre, tomates, etc.) et conserves de fruits et légumes. Si l'on met à part l'huile d'olive pour laquelle il est prévu des abattements sur le prélèvement, les concessions consistent, en général, en des réductions tarifaires qui s'échelonnent, selon les produits, entre 20 et 100 %.

Ces concessions sont assorties, toutefois, de modalités particulières afin de mieux assurer la protection des producteurs communautaires. Ces modalités consistent notamment dans les mesures suivantes : octroi de concessions tarifaires pour les fruits et légumes frais dans le cadre de calendriers limitant les réductions à certaines périodes de l'année ; application des concessions subordonnée au respect par le partenaire d'un certain niveau de prix à l'exportation (par exemple le vin) ou à son engagement de limiter lui-même ses exportations à un volume déterminé (par exemple, concentrés de tomates, salades de fruits). Il est à noter, en outre, que les concessions ont été accordées en laissant intact le fonctionnement des règles de la politique agricole commune qui continuent à s'appliquer aux pays du Maghreb (par exemple, application des systèmes de prix de référence).

La différence la plus marquante entre les trois pays dans les concessions accordées par la Communauté est celle établie pour le vin. Tenant compte des problèmes spécifiques que pose, pour l'Algérie, ce produit, qui, pour des raisons historiques, constitue la quasi-totalité de ses exportations agricoles vers la Communauté, l'accord prévoit en faveur de ce pays des facilités particulières dans le cadre d'un régime transitoire de cinq ans.

Le régime commercial ainsi fixé pour les exportations agricoles des partenaires de la Communauté représente certes une amélioration par rapport à celui convenu dans les accords d'association de 1969 avec le Maroc et la Tunisie, pour un nombre très limité de produits. Cependant, il n'a pas été possible, en raison des limitations apportées à ce régime par suite de la nécessité de tenir compte des intérêts de l'agriculture européenne, d'atteindre l'objectif que l'on s'était fixé, à savoir la suppression complète du régime particulier que la France avait continué à appliquer, d'une part, pour certaines marchandises originaires du Maroc et de la Tunisie, après les accords d'association de 1969, conformément à des dispositions du Traité de Rome (Protocole 1/7) qui l'autorisaient, et, d'autre part, pour une partie des importations originaires de l'Algérie, après l'indépendance de ce pays.

Il a donc été convenu, en marge des accords de coopération, que les trois pays pourront continuer à bénéficier de l'accès privilégié au marché français pour certains produits. Il s'agit là d'une mesure temporaire destinée à donner aux exportateurs maghrébins le délai nécessaire pour mieux répartir sur l'ensemble de la Communauté leurs ventes qui sont, en général, concentrées sur le marché français, et ainsi tirer profit au maximum des concessions communautaires. Dans l'esprit de la Communauté, cette mesure devrait prendre fin le 1^{er} janvier 1979, c'est-à-dire à la date à laquelle entreraient en vigueur les améliorations qui auraient éventuellement été décidées à la suite du réexamen général des accords.

Il résulte de ce régime ainsi fixé pour les produits agricoles que 80% environ des exportations agricoles des pays du Maghreb dans la Communauté bénéficieront de concessions.

Régime des échanges appliqué par les pays du Maghreb

Quant au régime des échanges à appliquer par les pays du Maghreb à l'égard de la Communauté, les accords ne prévoient à leur charge aucune obligation immédiate de réciprocité permettant aux produits communautaires de bénéficier de certains avantages. Les partenaires de la Communauté ont l'obligation de lui accorder un traitement non moins favorable que celui de la nation la plus favorisée, avec même la possibilité de déroger à cette règle dans le cas de mesures arrêtées en faveur d'autres pays en voie de développement. Les pays du Maghreb sont tenus, en outre, de consolider à l'égard de la CEE le régime des échanges qu'ils lui appliquent au départ, en conservant, toutefois, la faculté de le modifier à tout moment pour un ou plusieurs produits, si cela est nécessaire pour les besoins de leur développement.

Il n'en reste pas moins que l'élimination des obstacles aux échanges entre les partenaires est l'un des objectifs à long terme des accords comme le confirme l'article où il est dit qu'à l'occasion des réexamens prévus de l'accord, les parties contractantes rechercheront « la possibilité d'effectuer des progrès dans la voie de l'élimination des obstacles aux échanges tout en tenant compte des impératifs de développement de l'Algérie ».

L'adoption par la Communauté d'une solution aussi souple que celle venant d'être décrite constitue un tournant dans la politique qu'elle avait suivie jusqu'à la Convention de Lomé à l'égard des pays en voie de développement, avec lesquels elle avait été amenée à conclure des accords préférentiels. Tous ces accords prévoyaient, dans le domaine des échanges, des concessions réciproques à la charge

de ses partenaires et l'on se rappellera que cela avait été notamment le cas pour les accords d'association conclus en 1969 par le Maroc et la Tunisie.

PROBLÈMES RELATIFS A LA MAIN-D'ŒUVRE

L'existence d'une importante émigration dans la Communauté de travailleurs des pays du Maghreb explique qu'un chapitre des accords ait été consacré au domaine de la main-d'œuvre. Néanmoins, la portée des dispositions contenues dans ce chapitre est très limitée, car elles concernent principalement les conditions de travail et le régime de sécurité sociale des travailleurs maghrébins. La Communauté n'a pas accepté, comme ses partenaires l'avaient demandé, que soient prévues des mesures visant à accorder aux ressortissants des pays du Maghreb une situation préférentielle quant aux conditions d'accès au marché du travail de la Communauté.

Les accords garantissent aux travailleurs maghrébins l'égalité de traitement avec les travailleurs des Etats membres en matière de conditions de travail et de rémunération ainsi que dans le domaine de la sécurité sociale. L'égalité de traitement n'est pas malgré tout complète, puisqu'il est précisé que les prestations familiales sont accordées seulement pour les membres de la famille résidant à l'intérieur de la Communauté. D'autres mesures sont également prévues : totalisation des périodes d'assurances accomplies dans plusieurs Etats membres, possibilité de transfert dans les pays d'origine de certaines prestations telles que les pensions de vieillesse, de décès et d'accident du travail.

Enfin, les parties contractantes se sont réservées dans les accords la possibilité de procéder à des échanges de vues qui porteraient, notamment, sur toutes les questions de caractère socio-culturel se posant pour les travailleurs maghrébins.

III. – Perspectives ouvertes par les accords de coopération

La signature des accords entre la CEE et les pays du Maghreb est un événement qui a été très remarqué. Notamment, chez les partenaires de la Communauté, elle a été accueillie en général avec une grande satisfaction : en raison de leur portée globale, ces accords sont apparus en quelque sorte comme exemplaires. Il est certain qu'ils constituaient une innovation par rapport aux accords traditionnels conclus avec les pays en voie de déve-



veloppement qui se limitaient à des mesures portant sur des concessions commerciales et une assistance financière. Jusqu'à la Convention de Lomé, cela avait été notamment le cas pour ceux conclus par la Communauté. En prévoyant la mise en œuvre de toute une série de moyens d'action, les accords avec les pays du Maghreb avaient le mérite de considérer le problème du développement sous son aspect global et en cela ils étaient conformes aux conceptions défendues par les pays du tiers monde, notamment à la Conférence Nord-Sud, en vue de la naissance d'un nouvel ordre économique.

Si l'on passe en revue les différents chapitres des accords de coopération avec les pays du Maghreb, il apparaît clairement que ceux-ci ouvrent de grandes possibilités. Sur le plan commercial, l'ouverture du marché de la Communauté, qui représente 270 millions de consommateurs, est incontestablement un atout important pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. S'il est vrai que ces derniers auront des besoins intérieurs de plus en plus importants à satisfaire, en raison de l'augmentation du niveau de vie et de la population, il n'en reste pas moins que la croissance de leurs exportations est pour eux une nécessité impérieuse pour pouvoir se procurer les devises indispensables à l'importation des biens d'équipement dont ils ont besoin pour leur développement et qui sont fournis, pour une large part, par les Etats membres de la Communauté. Les achats massifs de ces biens par les pays du Maghreb ont entraîné un grave déficit de leur balance commerciale avec la Communauté. Pour que leurs efforts de développement ne soient pas entravés, il s'agit maintenant de parvenir à un meilleur équilibre dans les échanges commerciaux entre les partenaires, conformément à l'objectif fixé dans les accords. L'ouverture totale du marché de la Communauté pour tous les produits industriels, sans distinction, mises à part quelques exceptions très limitées, devrait permettre aux partenaires de la Communauté de ne plus être réduits essentiellement à lui fournir les produits agricoles ou les matières premières dont elle a besoin mais également des produits ouvrés de plus en plus élaborés.

L'octroi de concessions commerciales à un partenaire ne saurait, toutefois, suffire en lui-même pour que ses exportations se développent, comme nous a montré, par exemple, l'expérience avec le Maroc et la Tunisie qui bénéficiaient déjà depuis 1969 du libre accès au marché de la Communauté pour la quasi-totalité des produits industriels. Les accords d'association sont restés dans le domaine des échanges industriels très largement sans effets car ces pays, en dehors de quelques produits traditionnels, n'avaient rien à exporter. C'est alors qu'apparaît toute l'importance des dispositions des

nouveaux accords consacrées à la coopération économique, technique et financière, et qui, comme on le sait, constituent quelque chose d'entièrement nouveau par rapport aux accords d'association de 1969.

L'assistance financière de la Communauté prévue dans les accords permettra à cette dernière d'appuyer les efforts entrepris par ses partenaires pour développer les productions existantes ou créer de nouvelles productions dans le secteur industriel ou agricole ainsi que pour s'assurer les infrastructures de base et les moyens humains nécessaires qui conditionnent la réalisation de leurs objectifs de développement. Cependant, les engagements extérieurs de la Communauté à l'égard d'autres pays du tiers monde l'ont contrainte à limiter sa contribution financière à un montant qui est modeste par rapport aux besoins énormes des trois pays. L'originalité des accords de coopération avec les pays du Maghreb est d'avoir inscrit un programme d'actions dont la mise en œuvre implique la participation des opérateurs économiques. L'encouragement des investissements privés, qui est l'une de ces actions, devrait permettre justement — en complément de la contribution financière modeste de la Communauté — l'apport aux trois pays de moyens financiers supplémentaires pour la réalisation des investissements prévus dans leur plan de développement.

Le rôle des opérateurs économiques européens peut également s'avérer essentiel à l'égard des autres facteurs qui sont déterminants pour l'activité économique. Les connaissances technologiques en sont l'un. En effet, à l'intérieur de la Communauté, seuls les opérateurs économiques sont en mesure, au moyen d'une coopération industrielle, de mettre à la disposition des pays du Maghreb la technologie qui leur est nécessaire pour développer de nouvelles productions. Alors que maintenant l'on fabrique de plus en plus de produits sophistiqués, la maîtrise des connaissances technologiques est l'une des clés du développement. La Communauté devrait donc pouvoir jouer un grand rôle dans ce domaine. Les opérateurs économiques européens, en établissant des liens de coopération avec les opérateurs maghrébins, peuvent également leur apporter une aide précieuse pour la formation des cadres et du personnel nécessaires pour l'exploitation et la mise en valeur des investissements.

La portée des dispositions inscrites dans les accords en faveur de la main-d'œuvre maghrébine émigrée dans les Etats membres de la CEE est, on l'a vu, très limitée pour l'économie des pays concernés. Ne prévoyant aucune mesure visant à favoriser l'emploi de la main-d'œuvre maghrébine dans la Communauté ainsi qu'aucune action de for-

mation professionnelle, ces dispositions de caractère essentiellement social se limitent en fait à consolider ce qui est déjà inscrit dans la législation des Etats membres (principe de non-discrimination) ou à combler certaines lacunes de celle-ci ou de conventions bilatérales existant dans le domaine de la sécurité sociale.

Conclusion

On a pu noter combien les accords de coopération conclus par la Communauté économique européenne avec les pays du Maghreb étaient riches en possibilités. A ce jour, seul le chapitre consacré aux échanges commerciaux est en vigueur grâce à la conclusion d'accords intérimaires qui ont pu être mis en application, sans avoir besoin de recourir à des procédures de ratification dans les Etats membres, sur la base des compétences données à la Communauté par l'article 113 du Traité de Rome. Il incombera aux parties contractantes, dès l'entrée en vigueur des accords de coopération, de donner vie notamment aux dispositions consacrées à la coopération économique, technique et financière, qui constituent la clé de voûte de ces accords. Ces derniers ne constituent en fait qu'un cadre, qu'il convient désormais de remplir. Ce sera notamment le rôle des institutions qui ont été créées et en premier lieu du Conseil de coopération, composé, d'une part, des membres du Conseil des Communautés européennes et de membres de la Commission et, d'autre part, de membres du gouvernement du pays partenaire. Assisté d'un Comité de coopération et de tout autre Comité qu'il pourra créer, le Conseil de coopération a été chargé de rechercher les moyens et méthodes permettant de mettre en œuvre la coopération. Il devra en quelque sorte donner l'impulsion, créer le cadre juridique pour des actions concrètes, mais il va de soi que leur réalisation effective dépendra dans

une très large mesure des opérateurs économiques qui, dans la Communauté, détiennent les moyens financiers, la technologie, le management et souvent même fournissent les débouchés commerciaux. Le succès des accords de coopération dépend donc en partie de l'aptitude de la Communauté à intéresser, à faire participer ses opérateurs à leur mise en œuvre.

La réussite des accords est conditionnée, en outre, par la création d'une véritable interdépendance entre les économies des partenaires. Cette interdépendance doit être le résultat d'une complémentarité entre leurs intérêts réciproques, car, par définition, la coopération ne peut avoir de caractère unilatéral. Outre les intérêts des pays du Maghreb, en tant que pays en voie de développement, on doit tenir compte bien entendu des intérêts de la Communauté. Il est légitime, par exemple, que celle-ci cherche à maintenir et à développer ses exportations, notamment dans le secteur des biens d'équipement, à garantir son approvisionnement en matières premières, telles que les produits pétroliers, à assurer l'expansion de sa technologie. Cependant, la réalité nous montre que la complémentarité des intérêts n'existe pas dans tous les secteurs et que la Communauté a également à protéger les intérêts de ses agriculteurs méditerranéens devant un trop fort accroissement des exportations de ses partenaires, de même que pour certains produits industriels, elle se heurte à une très vive concurrence au point de devoir recourir dans le secteur textile, durant l'été 1977, à des mesures de sauvegarde à l'égard du Maroc et de la Tunisie.

La création de l'interdépendance souhaitable entre la Communauté et les pays du Maghreb constitue de fait une entreprise à long terme. Elle suppose que soit établie une nouvelle division du travail reposant sur une répartition des productions entre les partenaires plus juste et plus équilibrée. Le résultat des accords de coopération pourra être jugé dans l'avenir satisfaisant en fonction de la contribution qu'ils apporteront à la réalisation de cet objectif.

CHRONIQUE DE LA JURISPRUDENCE SOCIALE DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

(1^{ère} partie)

Hervé CASSAN

*Maître de Conférences
agrégé à l'Université de Lille II (détaché à Fès)*

PLAN GENERAL

INTRODUCTION

Première partie : Les principes généraux de la jurisprudence sociale de la CJCE

A) La Cour et les recours en interprétation

1. Les juridictions nationales compétentes en vertu de l'article 177 CEE
2. La compétence de la Cour en vertu de l'article 177 CEE

B) La Cour et les textes à interpréter

1. L'applicabilité directe
 - a) Les articles du Traité CEE
 - b) Les règlements
 - c) Les directives
2. La compétence réglementaire au sein de la Communauté

C) La Cour et sa méthode interprétative

Deuxième partie : La jurisprudence relative à la libre circulation des travailleurs migrants

A) Les modalités d'entrée et de séjour

1. L'admission sur le territoire
2. La réserve d'Ordre public

B) Le traitement des travailleurs migrants

1. La non-discrimination à l'égard des travailleurs migrants
 - a) L'accès à l'emploi
 - b) Les conditions de travail
2. La non-discrimination à l'égard de la famille du travailleur migrant

Troisième partie : Le contentieux de la Sécurité sociale des travailleurs migrants

A) Le champ d'application des règles communautaires

1. *Ratione materiae*
 - a) La notion de prestation
 - b) La notion de législation de Sécurité sociale
 - . Aide sociale et Sécurité sociale
 - . Régimes légaux et régimes complémentaires

2. *Ratione personae*

- a) Travailleurs salariés et assimilés
- b) Survivants
- c) Le problème des travailleurs indépendants

B) La détermination de la loi applicable

1. Le principe
2. Les cas particuliers
 - a) La mobilité
 - b) Le détachement

C) Le calcul des pensions

1. Les caractères généraux du mécanisme
2. La totalisation
 - a) Les modalités de la totalisation
 - b) Les périodes d'assurances
 - . Les périodes ordinaires
 - . Les périodes assimilées
3. La proratisation

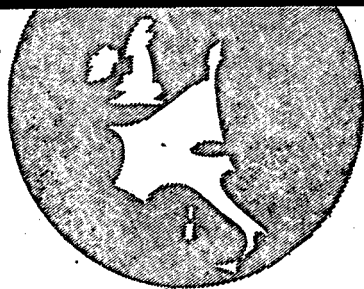
D) Le recours des Caisses de Sécurité sociale

	DATE	N°	PARTIES	RECOURS	OBJET	RECUEIL P.
1964	19- 3-64	75/63	Unger	G.P. (Centrale Raad van Beroep Utrecht)	S.S. des travailleurs migrants (notion de travailleur)	347
	9- 6-64	92/63	Nonnenmacher	Q.P. (Centrale Raad van Beroep Utrecht)	Libre-circulation et S.S. des travailleurs migrants (interprétation)	557
	15- 7-64	100/63	Van der Veen	Q.P. (Centrale Raad van Beroep Utrecht)	S.S. des travailleurs migrants (notion de législation)	1 105
	2-12-64	24/64	Dingemans	Q.P. (Centrale Raad van Beroep Utrecht)	S.S. des travailleurs migrants (notion de législation)	1 259
1965	11- 3-65	31/64	La Prévoyance soc./Bertholet	Q.P. (Tribunal de 1 ^{re} Instance de Maastricht)	S.S. des travailleurs migrants (prestations dues)	112
	11- 3-65	33/64	Mme Van Dik	Q.P. (Tribunal de 1 ^{re} Instance d'Appen)	S.S. des travailleurs migrants (prestations)	132
	1-12-65	33/65	Dekker	Q.P. (Landersozialegericht Berlin)	S.S. des travailleurs migrants (prestations en nature)	1 112
	9-12-65	44/65	Singer	Q.P. (Cour d'Appel de Colmar)	S.S. des travailleurs migrants (notion de travailleur)	1 192
1966	30- 6-66	61/65	Veuve G. Vaassen Göbbels	Q.P. (Scheidsgerecht van het Beambtenfonds voor het Mijnbedrijf, Heerlen)	S.S. des travailleurs migrants (assurances sociales, clause de territorialité)	377
	13- 7-66	4/66	Hagenbeek	Q.P. (Centrale Raad van Beroep Utrecht)	S.S. des travailleurs migrants (prestations)	617
1967	5- 7-67	1/67	Clechelski	Q.P. (Ch. soc., Cours d'Appel Orléans)	S.S. des travailleurs migrants (calcul des pensions)	239
	5- 7-67	2/67	De Moor	Q.P. (Cour Supérieure de Justice de Luxembourg)	S.S. des travailleurs migrants (calcul des pensions)	255
	5- 7-67	6/67	Veuve Guerra	Q.P. (C.E. Belgique)	S.S. des travailleurs migrants (juridiction compétente)	283
	5- 7-67	9/67	Colditz	Q.P. (Cour d'Appel Paris)	S.S. des travailleurs migrants (totalisation des prestations)	297
	30-11-67	18/67	Cossuta	Q.P. (C.E. Belgique)	S.S. des travailleurs migrants (périodes assimilées aux périodes d'assurances)	399
	30-11-67	22/67	Goffart	Q.P. (Cour cassation France, 2 ^e Ch. civ.)	S.S. des travailleurs migrants (totalisation des prestations)	413
	5-12-67	14/67	Welchner	Q.P. (Bundessozialgericht)	S.S. des travailleurs migrants (totalisation des prestations)	427
	5-12-67	19/67	Van der Vecht	Q.P.	S.S. des travailleurs migrants (loi applicable, accident de trajet)	
	12-12-67	11/67	Couture	Q.P. (C.E. Belgique)	S.S. des travailleurs migrants (totalisation des prestations)	487
	13-12-67	12/67	Guissart	Q.P. (C.E. Belgique)	S.S. des travailleurs migrants (totalisation des prestations)	551
1968	19-12-68	19/68	De Cicco	Q.P. (Sozialgericht Augsburg)	S.S. des travailleurs migrants (notion de travailleur)	689



	DATE	N°	PARTIES	RECOURS	OBJET	RECUEIL P.
1969	7- 5-69	28/68	Torrekens	Q.P. (Cour Cassation France)	S.S. des travailleurs migrants (application des conventions de S.S.)	125
	15-10-69	15/69	Ugliola	Q.P. (Bundesarbeitsgericht de Karsel)	Libre-circulation des travailleurs migrants (égalité de traitement)	363
	12-11-69	27/68	Entraide médicale	Q.P. (Cour Supérieure de Justice du Grand Duché de Luxembourg)	S.S. des travailleurs migrants	405
	10-12-69	34/69	Veuve Duffy	Q.P. (Cour d'Appel Paris)	S.S. des travailleurs migrants (calcul des pensions, clause de réduction)	597
1970	14- 4-70	68/69	Brock	Q.P. (Bundessozialgericht)	S.S. des travailleurs migrants (calcul des pensions)	171
	17- 6-70	3/70	Di Bella	Q.P. (Cour des Prud'hommes d'appel Mons)	S.S. des travailleurs migrants (loi applicable)	415
	1-12-70	32/70	La Marca	Q.P. (Com. de Réclam., Liège)	S.S. des travailleurs migrants	987
	17-12-70	35/70	Manpower	Q.P. (Com. du Bas-Rhin)	S.S. des travailleurs migrants (loi applicable - détachement)	1 251
1971	25- 5-71	80/70	Defrenne	Q.P. (C.E. Belgique)	Politique sociale (égalité de rémunération)	445
	27-10-71	23/71	Janssen	Q.P. (Tribunal du Travail de l'arrondissement de Tongres)	S.S. des travailleurs migrants (distinction avec les travailleurs indépendants)	859
	10-11-71	26/71	Gross	Q.P. (Com. de 1 ^{re} Instance du Contentieux de la S.S. et de la Mutualité Agricole du Bas-Rhin)	S.S. des travailleurs migrants (pension de vieillesse)	871
	10-11-71	27/71	Keller	Q.P. (Com. de 1 ^{re} Instance du Contentieux de la S.S. et de la Mutualité Agricole du Bas-Rhin)	S.S. des travailleurs migrants (pension de vieillesse)	885
	10-11-71	28/71	Höhn	Q.P. (Com. de 1 ^{re} Instance du Contentieux de la S.S. et de la Mutualité Agricole du Bas-Rhin)	S.S. des travailleurs migrants (pension de vieillesse)	893
1972	22- 3-72	80/71	Merluzzi	Q.P. (Com. de 1 ^{re} Instance du Contentieux de la S.S. et de la Mutualité Sociale Agricole de Paris)	Travailleurs migrants (S.S. champ d'application de la législation nationale)	175
	6- 6-72	2/71	Murru	Q.P. (Cour d'Appel Paris)	Travailleurs migrants (S.S. périodes de chômage)	333
	22- 6-72	1/72	Frilli	Q.P. (Tribunal de travail de Bruxelles)	Travailleurs migrants (S.S. revenus garantis aux personnes âgées)	457
	16-11-72	14/72	Heinze	Q.P. (Bundessozialgericht)	Travailleurs migrants (S.S. prestations aux tuberculeux)	1 105
	16-11-72	15/72	Niederzachsen	Q.P. (Bundessozialgericht)	Travailleurs migrants (S.S. prestations aux tuberculeux)	1 127
	16-11-72	16/72	Ortskrankenkasse Hamburg	Q.P. (Bundessozialgericht)	Travailleurs migrants (S.S. prestations aux tuberculeux)	1 141

	DATE	N°	PARTIES	RECOURS	OBJET	RECUEIL P.
1972	13-12-72	44/72	Marsman	Q.P. (Arbeitsgericht Rheime)	Libre-circulation des travailleurs (interdiction de discrimination)	1 243
	13-12-72	45/72	Merola	Q.P. (Tribunal de Travail, Hasselt)	Travailleurs migrants (S.S. régime linguistique)	1 255
1973	1- 3-73	73/72	Bentzinger	Q.P. (Landessozialgericht Baden-Württemberg)	Travailleurs migrants (conflits de lois de S.S.)	283
	11- 4-73	76/72	Michel S.	Q.P. (Tribunal du Travail, Bruxelles)	Libre-circulation des travailleurs (travailleurs handicapés)	457
	16- 5-73	78/72	L'Etoile	Q.P. (Arrondissementsrechtbank Breda)	Travailleurs migrants (S.S., subrogation de l'institution débitrice)	499
	7- 6-73	82/72	Walter	Q.P. (Centrale Raad van Beroep)	Travailleurs migrants (S.S. Conventions intervenues entre Etats membres)	599
	12- 7-73	13/73	Hakenberg	Q.P. (Cour Cassation France)	Travailleurs migrants (S.S. des représentants de commerce)	935
	10-10-73	110/73	Flege	Q.P. (Cour Cassation France)	Travailleurs migrants (S.S. pension d'invalidité - D. acquis en Algérie)	1 001
	11-10-73	35/73	Kunz	Q.P. (Bundessozialgericht)	Travailleurs migrants (S.S. prestations en nature)	1 025
	7-11-73	51/73	Smieja	Q.P. (Centrale Raad van Beroep)	Travailleurs migrants (régimes particuliers de S.S.)	1 213
	27-11-73	130/73	Vandeweghe	Q.P. (Landessozialgericht, Baden-Württemberg)	Travailleurs migrants (S.S. allocations décès)	1 329
	6-12-73	140/73	Mancuso	Q.P. (Cour d'Appel, Paris)	Travailleurs migrants (S.S. pension d'invalidité)	1 449
1974	12- 2-74	152/73	Sotgiu	Q.P. (Bundesarbeitsgericht)	Libre-circulation des travailleurs migrants (égalité de traitement)	153
	4- 4-74	167/73	Com./France	Recours direct (169 CEE)	Libre-circulation des travailleurs migrants (travailleurs dans le secteur des transports maritimes)	359
	15- 5-74	184/73	Kaufmann	Q.P. (Centrale Raad van Beroep)	Travailleurs migrants (S.S. prestations acquises sous un régime d'un autre Etat)	517
	28- 5-74	187/73	Callemeyn	Q.P. (Tribunal du Travail de Tournai)	Travailleurs migrants (S.S. handicapés)	553
	28- 5-74	191/73	Nieman	Q.P. (Sozialgericht Freiburg)	Travailleurs migrants (S.S. périodes d'assurances)	571
	3- 7-74	9/74	Casagrande	Q.P. (Bayerisches Verwaltungsgericht München)	Libre-circulation des travailleurs (enseignement des enfants)	773
	5-10-74	24/74	Blason	Q.P. (Cour d'Appel de Paris)	Travailleurs migrants (S.S. et assistance sociale)	999
	12-11-74	35/74	Rzepa	Q.P. (Tribunal du Travail de Mons)	Travailleurs migrants (S.S. périodes d'assurances - avances récupérables)	1 241
	13-11-74	39/74	Costa	Q.P. (Tribunal du Travail de Liège)	Travailleurs migrants (S.S. et assistance sociale)	1 251



	DATE	N°	PARTIES	RECOURS	OBJET	RECUEIL P.
1974	3-12-74	40/74	Belgique Casters Vounckx	Q.P. (Bundessozialgericht)	Travailleurs migrants (S.S. demandes, déclarations ou recours)	1 323
	4-12-74	41/74	Van Duyn	Q.P. (Hight Cour of Justice)	Libre-circulation des travailleurs (atteinte à l'ordre public)	1 337
	12-12-74	36/74	Walrave	Q.P. (Arrondissementsrechtbank Utrecht)	Libre-circulation des travailleurs (égalité de traitement)	1 405
1975	29- 1-75	68/74	Alaimo	Q.P. (T.A. Lyon)	Libre-circulation des travailleurs (non-discrimination)	109
	18- 2-75	66/74	Farranto	Q.P. (Bundessozialgericht)	S.S. des travailleurs migrants (procédure)	157
	18- 2-75	69/74	Cagnon et Taquet	Q.P. (Tribunal de Police de Mons)	Repos journalier (travailleurs des transports)	171
	26- 2-75	67/74	Bonsignore	Q.P. (Verwaltungsgericht Köln)	Libre-circulation des travailleurs migrants (ordre public)	297
	17- 6-75	7/75	Epoux F.	Q.P. (Tribunal du Travail de Nivelles)	S.S. des travailleurs migrants (application à la famille du travailleur)	679
	24- 6-75	8/75	Foot-ball Club d'Andlau	Q.P. (Cour Cassation France)	S.S. des travailleurs migrants (loi applicable)	739
	25- 6-75	17/75	Anselmetti	Q.P. (Cour du Travail de Bruxelles)	S.S. des travailleurs migrants (prestations en espèces)	781
	26- 6-75	6/75	Horst	Q.P. (Bundessozialgericht)	S.S. des travailleurs migrants (périodes accomplies en Algérie)	823
	9- 7-75	20/75	D'amico	Q.P. (Bundessozialgericht)	S.S. des travailleurs migrants (totalisation)	891
	10- 7-75	27/75	Bonnaffini	Q.P. (Pretore d'Enna)	S.S. des travailleurs migrants	971
	30- 9-75	32/75	Cristini	Q.P. (C.A. Paris)	Libre-circulation des travailleurs (non-discrimination)	1 085
	21-10-75	24/75	Petroni	Q.P. (Tribunal du Travail de Bruxelles)	S.S. des travailleurs migrants (proratisation)	1 149
	28-10-75	36/75	Rutili	Q.P. (T.A. Paris)	Libre-circulation des travailleurs migrants (ordre public)	1 219
	30-10-75	33/75	Galati	Q.P. (Sozialgericht Augsburg)	S.S. des travailleurs migrants (proratisation)	1 323
	20-11-75	49/75	Borella	Q.P. (Sozialgericht Augsburg)	S.S. des travailleurs migrants (D. aux prestations des travailleurs ou de leurs survivants)	1 461
	25-11-75	50/75	Massonet	Q.P. (Cour Supérieure de Justice de Luxembourg)	S.S. des travailleurs migrants	1 473
	9-12-75	57/75	Plaquent	Q.P. (Cour Cassation France)	S.S. des travailleurs migrants (proratisation)	1 581
	17-12-75	93/75	Adlerblum	Q.P. (Com. de 1 ^{re} Instance du Contentieux de la S.S. et de la Mutualité Agricole de Paris)	S.S. des travailleurs migrants	2 147
1976	9- 3-76	108/75	Balsamo	Q.P. (Tribunal du Travail de Bruxelles)	S.S. des travailleurs migrants (prestations d'assurance-invalidité)	375

	DATE	N°	PARTIES	RECOURS	OBJET	RECUEIL P.
1976	8- 4-76	43/75	Defrenne	Q.P. (Cour du Travail de Bruxelles)	Politique sociale (égalité de rémunération entre travailleurs masculins et féminins)	455
	8- 4-76	48/75	Royer	Q.P. (Tribunal de 1 ^{re} Instance de Liège)	Libre-circulation des personnes (modalités de séjour)	497
	8- 4-76	112/75	Hirardin	Q.P. (C.A. Nancy)	S.S. des travailleurs migrants (périodes d'assurances accomplies en Algérie)	553
	26- 5-76	103/75	Aulich	Q.P. (Landessozialgericht Berlin)	S.S. des travailleurs migrants (notion de prestation-maladie)	697
	7- 7-76	118/75	Watson	Q.P. (Pretore Milan)	Libre-circulation des personnes (modalités de séjour)	1 185
	13- 7-76	19/76	Triches	Q.P. (Cour Cassation Belgique)	Libre-circulation des personnes (égalité de traitement)	1 243
	14- 7-76	13/76	Donà	Q.P. (Juge conciliateur de Rovigo)	Libre-circulation des personnes (égalité de traitement)	1 333
	29- 7-76	17/76	Brack	Q.P. (National Insurance Commissioner)	S.S. des travailleurs migrants (prestations maladie)	1 429
	13-10-76	32/76	Salera	Q.P. (Tribunal du Travail de Charleroi)	S.S. des travailleurs migrants	1 523
	23-11-76	40/76	Kermaschek	Q.P. (Sozialergericht Gelsenkirchen)	S.S. des travailleurs migrants	1 669
	15-12-76	39/76	Monthaan	Q.P. (Centrale Raar van Beroep)	S.S. des travailleurs migrants (affiliation à la S.S.)	1 901
	16-12-76	63/76	Inzivillo	Q.P. (Cour Cassation France)	Libre-circulation des travailleurs migrants (égalité de traitement)	2 057
1977	25- 1-77	65/76	Derycke	Q.P. (Tribunal Correctionnel d'Audenarde)	S.S. des travailleurs migrants	29
	3- 2-77	62/76	Strehl	Q.P. (Tribunal du Travail de Hasselt)	S.S. des travailleurs migrants	211
	16- 2-77	72/76	Veuve Töpfer	Q.P. (Cour Cassation France)	S.S. des travailleurs migrants (D. de subrogation)	271
	17- 2-77	76/76	Di Paolo	Q.P. (Cour Cassation Belgique)	S.S. des travailleurs migrants (prestations de chômage)	315
	10- 3-77	75/76	Kaucic	Q.P. (Cour Cassation Belgique)	S.S. des travailleurs migrants (modalités de proratisation)	495
	16- 3-77	93/76	Liegeois	Q.P. (Tribunal de Travail de Charleroi)	S.S. des travailleurs migrants (périodes d'assurances)	543
	31- 3-77	79/76	Fossi	Q.P. (Bundessozialergericht)	S.S. des travailleurs migrants (notion de S.S.)	667
	31- 3-77	87/76	Bozzone	Q.P. (Tribunal de Travail de Bruxelles)	S.S. des travailleurs migrants (notion de législation)	687
	5- 4-77	104/76	Jansen	Q.P. (Landersozialegericht de Rhénanie du Nord)	S.S. des travailleurs migrants	Non publié
	9- 6-77	109/76	Blottner	Q.P. (Raad van Beroep d'Amsterdam)	S.S. des travailleurs migrants	Non publié
	14- 7-77	8/77	Sagulo Brenca Bakhouché	Q.P. (Amtsgericht de Reutlingen)	Libre-circulation des travailleurs migrants (conditions d'admission)	Non publié



L'élaboration progressive de la construction européenne et le caractère économique des objectifs poursuivis font que le Droit social européen apparaît, de prime abord, comme un droit éclaté.

Le problème de son existence véritable peut même légitimement se poser dans la mesure où n'existe, en la matière, aucun droit substantiel, mais seulement des droits nationaux que les organes communautaires tentent d'harmoniser ou de rapprocher.

Dans cette tâche, la Cour de Justice des Communautés européennes joue un rôle essentiel. Au-delà de la diversité des cas d'espèce dont elle est saisie, elle a su élaborer une jurisprudence qui donne, par l'interprétation des textes communautaires, une unité au droit social applicable entre les Etats membres de la Communauté.

C'est cette jurisprudence dont il sera rendu compte dans cette chronique. Il convient cependant de préciser le contenu de cette jurisprudence. Tout droit étant, par définition, social, la notion de jurisprudence sociale doit être interprétée strictement pour revêtir une certaine spécificité.

Dans cette perspective, la jurisprudence sociale de la CJCE peut être définie comme l'ensemble des décisions concernant la réglementation applicable aux travailleurs migrants.

Cette définition exclut donc du champ de notre étude les problèmes généraux concernant la libre circulation des personnes autres que les travailleurs, la liberté d'établissement ou les problèmes sociaux qui se posent parfois aux fonctionnaires des Communautés européennes.

Par contre, seront évoquées toutes les décisions relatives directement ou indirectement aux travailleurs qui se déplacent au sein de la Communauté.

Ainsi entendue, la jurisprudence sociale de la CJCE constituait au 1^{er} octobre 1977 un ensemble comprenant plus de cent arrêts dont on trouvera un tableau synoptique en annexe et qui seront commentés en dégagant tout d'abord les principes généraux de la jurisprudence sociale de la CJCE (1^{re} partie), puis en analysant la jurisprudence relative à la libre circulation des travailleurs migrants (2^e partie) et enfin le contentieux de la Sécurité sociale des travailleurs migrants (3^e partie).

1^{re} Partie : Les principes généraux de la jurisprudence sociale de la CJCE

Il s'agit, seulement, ici de donner des indications générales tirées de la pratique de la Cour elle-même et à partir desquelles s'est élaborée la jurisprudence sociale de la CJCE. Un élément domine l'ensemble des décisions de la Cour en la matière : la jurisprudence sociale de la Cour de Justice s'est exclusivement constituée sur la base d'un contentieux de l'interprétation. (Si du moins on excepte l'affaire 167/73, fondée sur un recours en constatation de manquement au titre de l'article 169 CEE, mais dont l'objet reste marginal par rapport au droit social européen).

En effet, c'est à l'occasion de recours préjudiciels en interprétation formés par les juridictions nationales des Etats membres que la Cour a été amenée à examiner les dispositions communautaires en matière sociale.

Certes, tout en restant dans ce cadre, la Cour a pu, à plusieurs reprises, relever certaines irrégularités des dispositions communautaires, notamment en matière de Sécurité sociale (affaires 44/65, 191/73 et 24/75 sur lesquelles nous reviendrons). Néanmoins, son rôle essentiel a été de préciser, d'explicitier l'ensemble du droit social européen.

C'est ce rôle d'interprète, tel que la Cour l'entend elle-même, qui sera abordé en trois points :

- A) La Cour et les recours en interprétation.
- B) La Cour et les textes à interpréter.
- C) La Cour et sa méthode interprétative.

A) LA COUR ET LES RECOURS EN INTERPRETATION

Ces recours ont pour fondement le célèbre article 177 du traité CEE. Cet article mérite d'être rappelé : « La Cour de Justice est compétente pour statuer à titre préjudiciel : a) sur l'interprétation du présent traité ; b) sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions de la Communauté ; lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des Etats membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de Justice de statuer sur cette question ; lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours

juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de Justice. »

L'application de cet article au droit social européen a permis à la Cour, au travers des cas d'espèce à propos desquels elle était saisie, de contribuer à la détermination des juridictions nationales compétentes dans le cadre de l'article 177, ainsi que de fixer les limites de sa propre compétence.

1) Les juridictions nationales compétentes dans le cadre de l'article 177 CEE

La Cour de Justice a entendu la notion de juridiction de façon très large.

L'arrêt Vaassen-Gobbels du 30 juin 1966 (61/65) a posé le principe appliqué par la Cour : le terme « juridiction » au sens de l'article 177 du traité CEE peut comprendre, sous certaines conditions, un organisme autre qu'un tribunal de droit commun.

En l'espèce, le Scheidsgerecht van het Beambtenfonds voor het Mijnbedrijf qui avait saisi la Cour n'était pas considéré comme une juridiction stricto sensu en droit néerlandais.

Ainsi que l'y invite l'avocat général Gand, la Cour a cherché à savoir si cette institution prescrivait « les caractéristiques fondamentales des organismes chargés de trancher les litiges, particulièrement ceux qui naissent des régimes de Sécurité sociale ». La Cour, à la suite de cet examen, a considéré la demande en interprétation comme recevable au motif qu'il s'agissait là d'un organisme permanent chargé de régler des litiges définis, selon une procédure contradictoire, en appliquant des règles de droit.

Cet arrêt est intéressant dans la mesure où il intervient dans le domaine de la sécurité sociale où l'on sait qu'existe dans les Etats membres une grande diversité d'organismes chargés de régler les différends en la matière.

L'interprétation de la Cour s'est, dans le même esprit, porté sur l'article 45 § 4 du règlement 3. Dans l'arrêt Guerra du 5 juillet 1967 (6/67) la Cour a déclaré de la façon la plus explicite que cet article « vise toute juridiction nationale compétente en matière de sécurité sociale. »

Cette constatation a eu notamment pour avantage de permettre aux travailleurs migrants d'introduire leurs requêtes devant le Conseil d'Etat belge, dans leur langue nationale. La même solution a été reprise dans l'affaire 45/72.

2) La compétence de la Cour dans le cadre de l'article 177 CEE

La Cour a fourni des éléments d'appréciation de sa propre compétence en vertu de l'article 177 CEE.

Il est évident que ne seront envisagés ici que les arrêts relatifs, sur le fond, au droit social communautaire.

La Cour de Justice a tout d'abord rappelé que seul le juge national peut saisir la Cour et non les parties au litige qui sont seulement invitées à se faire entendre. La faculté de déterminer les questions à soumettre à la Cour est dévolue au seul juge national, les parties ne peuvent ni en changer la teneur ni les faire déclarer sans objet (affaire 44/65). En effet, la Cour ne saurait accepter la participation à la procédure préjudicielle de personnes ou d'institutions autres que celles qui sont visées à l'article 20 de son statut (affaire 19/68).

Sur la nature des questions préjudicielles posées par les juridictions nationales, la Cour a précisé que les considérations qui ont pu guider la juridiction nationale dans le choix des questions préjudicielles soulevées, ainsi que la pertinence qu'elle entend leur attribuer dans le cadre du litige soumis à son jugement, restent soustraites à l'appréciation de la Cour.

L'article 177 étant fondé sur une séparation nette entre les juridictions nationales et la Cour, celle-ci ne peut s'ériger en juge de la compétence des juridictions nationales et de la recevabilité des actions intentées devant elles (affaire 19/68).

Statuant, enfin, sur sa propre compétence, la Cour a rappelé à plusieurs reprises qu'elle était compétente pour statuer sur l'interprétation d'un acte pris par une institution communautaire (affaire 100/63). En conséquence elle ne peut interpréter le droit interne des Etats membres (affaires 24/64, 33/65, 93/75), elle ne peut pas non plus appliquer le traité et les actes communautaires à un cas d'espèce, « cette fonction étant réservée aux juridictions nationales chargées d'assurer l'application du droit communautaire aux litiges dont elles sont saisies » (affaires 19/68, 32/76).

Ainsi, « dans le cadre de l'article 177, la Cour ne peut ni connaître des faits de l'espèce, ni statuer sur les dispositions de droit interne. Elle peut cependant dégager de la question posée les seuls éléments qui relèvent de l'interprétation du droit communautaire » (affaire 80/71).

C'est là son rôle exclusif. Il est affirmé dans de nombreux arrêts (affaires 1/72, 16/72, 24/74, 7/75, 112/75, 63/76).

Cette procédure d'interprétation est, au sein de la Communauté, la seule à avoir valeur obligatoire. La Cour l'a déclaré nettement dans l'arrêt Van der Vecht du 5 décembre 1967 (affaire 19/67). L'article 43 a du règlement 3 concernant la sécurité sociale des travailleurs migrants dispose que la Commis-



sion administrative de la CEE pour la sécurité sociale des travailleurs migrants est chargée de régler toute question administrative ou d'interprétation découlant des dispositions des règlements ou des accords à intervenir dans le cadre de ceux-ci.

La Cour a considéré que les opinions de la Commission ne liaient pas les juridictions nationales. Pour la Cour : « Le texte même de l'article 43 (« sans préjudice du droit des autorités, institutions et personnes intéressées, de recourir aux procédures et aux juridictions prévues dans les législations des Etats membres dans le présent règlement ») laisse intacts les pouvoirs des juridictions compétentes d'apprécier la validité et le contenu des dispositions du règlement, à l'égard desquelles les décisions de la Commission administrative ont *seulement* valeur d'avis. »

Une autre interprétation de l'article 43 ne serait pas conforme au traité notamment à l'article 177 qui institue une procédure d'interprétation communautaire uniforme.

B) LA COUR ET LES TEXTES A INTERPRÉTER

1) L'applicabilité directe

Saisie par la voie d'un recours préjudiciel, la Cour a eu tout naturellement à se prononcer sur l'applicabilité, dans le droit interne des Etats, des textes soumis à son interprétation.

Sa jurisprudence n'a rien ici de spécifique. Elle ne fait que compléter une construction dont les bases avaient été jetées par des arrêts célèbres.

a) *En ce qui concerne les articles du traité CEE*, la Cour a pris notamment position sur les articles 7, 48, 51, 52, 59 et 119 du traité.

Pour ce qui est de l'article 48, la Cour en a fait une analyse minutieuse dans plusieurs arrêts (v. en particulier 167/73, 36/74, 41/74).

Comme le soulignait l'avocat général Warner, « Il ne fait aucun doute que l'article 48 est directement applicable dans l'ordre juridique des Etats membres. »

Dans l'affaire 41/74, la Cour rappelle que les § 1 et 2 de l'article 48 « imposent aux Etats membres une obligation précise qui ne nécessite l'intervention d'aucun acte, soit des institutions de la Communauté, soit des Etats membres, et qui ne laisse à ceux-ci, pour son exécution, aucune faculté d'appréciation. »

En ce qui concerne le § 3 de cet article, c'est-à-dire la réserve d'Ordre public, le même arrêt dispose que « l'application de cette réserve est susceptible d'un contrôle juridictionnel, de sorte que la possi-

bilité pour un Etat membre de se prévaloir de la réserve n'empêche pas que les dispositions de l'article 48 consacrant le principe de la libre circulation des travailleurs, confèrent aux particuliers des droits qu'ils peuvent faire valoir en justice et que les juridictions nationales doivent sauvegarder. »

Le caractère d'applicabilité directe est également conféré, selon la Cour, à l'article 59 du traité CEE. La question a été définitivement tranchée dans l'arrêt Walrave du 12 décembre 1974 (36/74). Dans cette affaire les défenderesses et la Commission mettaient en doute le fait que cet article lie les particuliers en se fondant notamment sur les termes mêmes du traité.

Reprenant les arguments déjà esquissés dans les affaires 33/74 et 2/74 à propos de l'article 52 CEE, la Cour affirme que « l'article 59 § 1 engendre, en tout cas dans la mesure où il vise à l'élimination de toute discrimination fondée sur la nationalité, dès la fin de la période de transition, dans le chef des justiciables, des droits que les juridictions nationales sont tenues de sauvegarder. »

La même solution est adoptée à propos de l'article 119 par la Cour qui note dans l'affaire 43/75 que « le principe de l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et travailleurs féminins fixé par l'article 119 est susceptible d'être invoqué devant les juridictions nationales. » Elle souligne, par ailleurs, le caractère « impératif et général » de cette applicabilité, contrairement à la Commission qui acceptait l'effet direct dans les rapports entre l'Etat et les particuliers, mais qui le refusait dans les rapports entre particuliers.

b) *En ce qui concerne les règlements*, la Cour a naturellement tiré les conséquences de leur applicabilité directe. Elle l'a fait pour le règlement 1612/68 concernant la libre circulation des travailleurs migrants comme pour les règlements concernant la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Dans l'arrêt Unger du 19 mars 1964 (75/63), la Cour a rappelé le principe de la primauté du Droit communautaire sur les Droits nationaux en déclarant que les dispositions du règlement 3 priment toutes dispositions contraires du Droit interne.

c) *En ce qui concerne les directives*, le problème était plus complexe. La Cour a interprété les directives en matière sociale conformément à sa jurisprudence générale, en donnant à celles-ci un large caractère d'applicabilité directe.

Cette orientation est parfaitement illustrée par l'arrêt Van Duyn du 4 décembre 1974 (41/74) où la Cour se penche sur les dispositions de la directive du Conseil 64/221 relative à la coordination des mesures spéciales aux étrangers... justifiées par des raisons d'ordre public. La Cour analyse, en

particulier l'article 3 § 1 selon lequel les mesures de refoulement ou d'expulsion doivent être fondées sur le comportement personnel des intéressés.

Le Royaume-Uni tirait argument de ce que l'article 189 du Traité CEE distingue entre les effets des règlements, des directives et des décisions, pour soutenir que le Conseil, en n'adoptant pas un règlement mais une directive, avait voulu que cet acte ait un effet différent de celui d'un règlement et qu'en conséquence il ne soit pas directement applicable.

A la suite de l'avocat général Mayras, la Cour a réfuté cette argumentation en considérant notamment que « si, en vertu des dispositions de l'article 189, les règlements sont directement applicables et, par conséquent, par leur nature susceptibles de produire des effets directs, il n'en résulte pas que d'autres catégories d'actes visés par cet article ne peuvent jamais produire d'effets analogues. »

La Cour note « que dans tous les cas où les autorités communautaires auraient, par directive, obligé les Etats membres à adopter un comportement déterminé, l'effet utile d'un tel acte se trouverait affaibli si les justiciables étaient empêchés de s'en prévaloir en justice et les juridictions nationales empêchées de le prendre en considération en tant qu'élément du Droit communautaire. »

La Cour examine alors la nature, l'économie et les termes de la disposition en cause.

Elle conclut d'une part que l'article 3 § 1 de la directive 64/221 énonce une obligation qui n'est assortie d'aucune réserve ou condition et qui, par sa nature, ne nécessite l'intervention d'aucun acte, soit des institutions de la Communauté, soit des Etats membres. Elle ajoute que « la sécurité juridique des intéressés exige que cette obligation puisse être invoquée par eux, bien qu'elle ait été énoncée dans un acte normatif n'ayant pas de plein droit un effet direct dans son ensemble. »

Cette prise de position est importante. Elle permet aux particuliers d'amener le juge national à contrôler le pouvoir de police des autorités nationales.

L'arrêt Rutili du 28 octobre 1975 (36/75) a élargi la portée de la décision précédente en déclarant à propos de la directive 64/221 ainsi que de la directive 68/360 que « toutes ces dispositions ont, sans exception, pour effet d'imposer des obligations aux Etats membres et qu'il appartient dès lors aux juridictions, dans l'hypothèse où des actes législatifs ou réglementaires pris par un Etat membre en vue de limiter, sur son territoire, la libre circulation et le séjour des ressortissants des autres Etats membres, se révéleraient non conformes à l'une de ces obligations, de faire prévaloir, sur les dispositions du Droit interne, les règles du Droit communautaire susceptibles d'être invoquées en justice. »

2) La compétence réglementaire au sein de la Communauté

L'article 49 du Traité CEE donne au Conseil le pouvoir d'arrêter « par voie de règlement les mesures nécessaires en vue de réaliser progressivement la libre circulation des travailleurs ».

Mais la question s'est posée à la Cour de savoir si le Conseil pouvait, en vertu du principe de la libre circulation des travailleurs, légiférer au-delà du domaine économique.

La Cour s'est prononcée très nettement sur ce problème à l'occasion de l'interprétation de l'article 7, paragraphe 1 du règlement n° 1612/68 aux termes duquel « le travailleur ressortissant d'un Etat membre ne peut, sur le territoire des autres Etats membres, être, en raison de sa nationalité, traité différemment des travailleurs nationaux, pour toutes conditions d'emploi et de travail, notamment en matière de rémunération, de licenciement, et de réintégration professionnelle ou de réemploi s'il est tombé en chômage ».

Dès le premier arrêt à propos duquel elle ait eu à statuer sur la libre circulation des travailleurs : l'arrêt Ugliola du 15 octobre 1969 (15/69), la Cour a admis qu'une loi nationale portant sur un domaine réservé à la compétence des Etats pouvait être soumise aux règles communautaires dès lors qu'elle avait une incidence sur la condition des travailleurs.

Il s'agissait alors pour la Cour de déterminer si une loi allemande visant à éviter au travailleur qui reprend son emploi dans son ancienne entreprise les désavantages résultant de l'absence due au service militaire devait être appliquée aux travailleurs migrants. Le gouvernement allemand soutenait que la loi en question ne faisait pas partie de la législation du travail, mais de la législation militaire, et qu'elle échappait donc au domaine des règlements n°s 38/64 et 1612/68.

Pour résoudre le problème, la Cour devait, sinon interpréter (ce qu'elle se refuse à faire), du moins qualifier la loi nationale afin d'apprécier son lien avec la législation du travail. Elle a, en cette occasion, déclaré sans ambiguïté qu'une telle loi ne saurait échapper : « en raison de ses liens indirects avec la défense nationale », à l'application des règlements relatifs à la parité de traitement et à l'identité de protection des travailleurs migrants, dans la mesure où, pour reprendre l'expression de l'avocat général J. Gand, la disposition litigieuse venait « se fonder dans les conditions de travail que visent les règlements n°s 38/64 et 1612/68 ».

Cette jurisprudence a été poursuivie par l'arrêt Casagrande du 3 juillet 1974 (9/74). En l'espèce,



la première question à laquelle devait répondre la Cour était de savoir si le Conseil avait pu, valablement, établir un principe de non-discrimination à l'égard de la famille du travailleur migrant, dans le domaine de l'éducation et de la formation. Dans cette affaire, en effet, la ville de Munich soutenait que le Traité CEE concernant essentiellement le domaine économique, la réglementation communautaire ne pouvait s'étendre aux matières relatives à l'éducation et notamment aux allocations versées en vue d'encourager la formation.

Pour répondre à l'argumentation de la ville de Munich, la Cour se devait de montrer que le Conseil pouvait, dans le cadre de l'article 49 du Traité CEE légalement légiférer en matière d'enseignement et de formation. Cela revenait à admettre que l'interdiction de discrimination en matière d'enseignement concernant la famille du travailleur et formulée dans l'article 12 du règlement 1612/68 était un complément de la libre circulation des travailleurs. C'est bien là le raisonnement développé par la Cour.

Celle-ci conclut, en effet, au bien-fondé de l'article 12 du règlement en soulignant avec l'avocat général Warner que « c'est le pouvoir de légiférer en matière de libre circulation des travailleurs... qui inclut le pouvoir de légiférer sur les questions inhérentes à l'éducation de leurs enfants ».

Ainsi, au travers de la situation du travailleur migrant et de sa famille, la Cour apporte une contribution importante au problème complexe de la répartition des compétences entre les Etats membres et les organes communautaires.

Dans un attendu capital, la Cour déclare que « si la politique de l'enseignement et de la formation ne faisait pas partie en tant que telle des domaines que le Traité a soumis à la compétence des institutions communautaires, il ne s'ensuit pas que l'exercice des compétences transférées à la Communauté serait, de quelque façon, limité s'il était de nature à affecter les mesures prises en exécution d'une politique telle que celle de l'enseignement et de la formation ».

Ainsi, tout en réaffirmant la compétence des Etats en matière d'enseignement, la Cour soutient ici que l'exercice de ces compétences ne peut faire abstraction de l'existence des traités communautaires. Ces traités, ainsi que les principes qui les régissent, limitent l'action des Etats dans tous les domaines où l'exercice des compétences étatiques risque d'avoir des effets contraires aux dispositions communautaires. La législation nationale intervenant dans un domaine non intégré peut donc être soumise à une réglementation du Conseil.

C) LA COUR ET SA METHODE INTERPRETATIVE

Il est devenu courant aujourd'hui d'insister sur la méthode téléologique utilisée par la Cour pour interpréter la réglementation communautaire. Il est vrai que la Cour s'appuie constamment sur les objectifs poursuivis par la Communauté pour expliciter les textes soumis à son interprétation.

Cette méthode s'est révélée particulièrement féconde dans le domaine social. Dès l'arrêt Unger du 19 mars 1964 (75/63) la Cour a pris soin de préciser son mode de raisonnement. Elle constate dans cette affaire que « l'établissement d'une liberté aussi complète que possible de la libre circulation des travailleurs migrants s'inscrivant... dans les « fondements » de la Communauté constitue le but principal de l'article 51 et, de ce fait, conditionne l'interprétation des règlements pris en application de cet article ».

Une telle attitude laisse donc à la Cour une complète liberté d'appréciation. En effet, la Cour fondera l'essentiel de son interprétation sur l'article 51 du Traité CEE, tel qu'il aura été lui-même interprété par elle.

Cette démarche est apparente dans de nombreuses décisions de la Cour. Celle-ci prend soin, tout d'abord, de constater que les dispositions à interpréter ont « pour fondement, pour cadre et pour limites » l'article 51 du Traité (affaires 44/65, 4/66, 1/67, 2/67, 24/75...). Elle constate ensuite que ces textes « interprétés comme il vient d'être dit, ne sont pas contraires à l'article 51 du Traité CEE » (affaires 2/67 et 44/65) c'est-à-dire à l'idée que la Cour se fait de cet article 51.

Pour apprécier la portée de cet article, la Cour invoque volontiers « les objectifs sociaux de la Communauté » (affaire 43/75) et notamment l'égalité de traitement et le principe de non-discrimination. Ainsi, à plusieurs reprises, la Cour s'est-elle contentée d'indiquer qu'elle plaçait son interprétation « dans la perspective de l'égalité de traitement recherchée par la disposition » (voir par exemple l'affaire 32/75).

Cette méthode donne à la jurisprudence sociale de la Cour son originalité, elle permet de découvrir l'homogénéité du Droit social européen et de montrer, comme l'a souligné l'avocat général Trabucchi, que « le Droit social communautaire constitue un ensemble organique tendant aux mêmes finalités générales et par conséquent établi sur des principes unitaires ».

Cette méthode d'interprétation entraîne des conséquences particulièrement favorables pour le travailleur migrant. C'est d'ailleurs l'orientation

générale de cette jurisprudence sociale que de tendre à améliorer le sort des travailleurs migrants au sein de la Communauté en élargissant la portée des dispositions communautaires en la matière.

Comme l'a souligné l'un des premiers arrêts de la Cour en matière sociale, l'arrêt Nonnenmacher du 9 juin 1964 (92/63) « dans le doute, (les textes

communautaires) doivent donc être interprétés en ce sens qu'ils tendent à éviter que la situation juridique des travailleurs migrants ne soit défavorisée ».

Il convient de voir maintenant à travers l'ensemble de la jurisprudence sociale européenne, comment la Cour a réalisé cette ambition.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

I. — Nominations

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

★ Lors de sa session des 23/24 janvier 1978, le Conseil a nommé, sur proposition du gouvernement italien, M. Aldo BONACCINI, Segretario nazionale CGIL, comme membre du Comité économique et social en remplacement de M. Giacinto MILITELLO, membre démissionnaire, pour la période restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 16 septembre 1978.

COMITÉ CONSULTATIF DE LA C.E.C.A.

★ Lors de sa session des 23/24 janvier 1978, le Conseil a nommé, sur proposition de l'Unione Italiana Lavoratori Metalmeccanici, M. Francesco LOTITO, Segretario nazionale UILM-UIL, comme membre du Comité consultatif de la C.E.C.A. en remplacement de M. GUTTADAURO, membre démissionnaire, pour la période restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 9 juillet 1978.

★ Lors de sa session du 7 février 1978, le Conseil a nommé, sur proposition du gouvernement britannique, M. D. A. DAVIS, Director of Resource Planning, Central Electricity Generating Board, comme membre du Comité consultatif de la C.E.C.A. en remplacement de M. Donald CLARK, membre démissionnaire, pour la période restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 9 juillet 1978.

COMITÉ CONSULTATIF POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

★ Lors de sa session des 30/31 janvier 1978, le Conseil a nommé, sur proposition du Gouvernement Irlandais, M. W. WHITE, Inspector, Department of Education, comme membre suppléant du Comité consultatif pour la formation professionnelle en remplacement de M. Peter J. CONNOLLY, membre suppléant démissionnaire, pour la période restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 20 juin 1978.

★ Lors de sa session du 7 février 1978, le Conseil a nommé, sur proposition du Gouvernement britannique, M. R. M. JOHNSON, Director of Training, Training Services Agency, comme membre titulaire et M. J. D. RIMINGTON, Training Services Agency, comme membre suppléant du Comité consultatif pour la formation professionnelle en remplacement respectivement de M. F. C. HAYES, membre titulaire démissionnaire et de M. B. D. WINKETT, membre suppléant démissionnaire, pour la période restant à courir du mandat de ceux-ci, soit jusqu'au 20 juin 1978.

COMITÉ CONSULTATIF POUR LA LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS

★ Lors de sa session des 30/31 janvier 1978, le Conseil a nommé, sur proposition du Gouvernement Irlandais, MM. John KEANE et Patrick HAYDEN, Department of Labour, comme membres titulaires et M. Paschal LEONARD, Représentation Permanente de l'Irlande, comme membre suppléant du Comité consultatif pour la libre cir-

culatlon des travailleurs en remplacement respectivement de MM. E. R. O'NEILL et Paschal LEONARD, membres titulaires démissionnaires et de M. Kevin BONNER, membre suppléant démissionnaire pour la durée restant à courir du mandat de ceux-ci, soit jusqu'au 10 octobre 1979.

FONDATION EUROPÉENNE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL

★ Lors de sa session des 30/31 janvier 1978, le Conseil a nommé, sur proposition du Gouvernement Irlandais, M. G. B. O'SULLIVAN, Department of Labour, comme membre titulaire du Conseil d'administration de la **Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail** en remplacement de M. Tadhg O'CARROLL, membre titulaire démissionnaire, pour la période restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 14 mars 1979.

FONDS SOCIAL EUROPÉEN

★ Lors de sa session des 13/14 février 1978, le Conseil a nommé, sur proposition du Gouvernement britannique, M. G. R. WILSON, membre suppléant du **Comité du Fonds social européen**, en remplacement de M. WINCKETT, membre suppléant démissionnaire, en attendant qu'il soit pourvu au remplacement des membres du Comité.

ARGENTINE

Le 17 janvier 1978, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. M. Elbio BALDINELLI, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement de la République d'Argentine, comme Chef de la mission de ce pays auprès de la C.E.E., de la C.E.E.A. et de la C.E.C.A., en remplacement de S.E. M. Carlos MAYANO LLERENA.

MALTE

Le 24 janvier 1978, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. M. Josef von FERENCZY, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, désigné par le Gouvernement de la République de Malte, comme Délégué permanent auprès de la Communauté économique européenne et comme Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté européenne de l'énergie atomique et de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, en remplacement de S.E. M. J. Attard KINGSWELL.

II. - Activités communautaires

PROGRAMME D'ACTION DE LA COMMUNAUTÉ EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

Une partie du premier programme d'action en matière d'éducation arrêté par le Conseil et par les ministres en 1976 a d'ores et déjà (décembre 1977) été approuvée par la Commission en collaboration avec le comité de l'éducation de la Communauté.

Six développements sont signalés ci-dessous :

1. Lancement de la première série de projets pilotes relatifs au passage des jeunes de l'éducation à la vie active.

2. Annonce des crédits destinés au premier programme communautaire de séjours d'étude pour permettre aux spécialistes en matière de formation et d'orientation professionnelle d'examiner les développements enregistrés dans les autres Etats membres l'accent étant mis particulièrement sur les problèmes que pose le passage de l'éducation à la vie active.

3. Annonce de la série 1977 de subventions destinées à promouvoir la collaboration entre les établissements d'enseignement supérieur en ce qui concerne l'élaboration de programmes d'étude communs impliquant la mobilité des enseignants et des étudiants.

4. Publication du premier manuel pour étudiants de l'enseignement supérieur dans la Communauté.

5. Annonce des crédits destinés au premier programme communautaire de séjours d'étude pour permettre aux spécialistes de l'enseignement supérieur d'examiner l'organisation et l'administration des systèmes et des établissements d'enseignement supérieur dans les autres Etats membres.

6. Annonce du lancement en 1978 d'un nouveau programme communautaire de séjours d'étude intensifs dans d'autres Etats membres pour le personnel administratif de l'enseignement secondaire.

1. Première série de projets pilotes relatifs au passage des jeunes de l'éducation à la vie active

La première série de projets pilotes et d'études relatifs au passage de l'éducation à la vie active a été approuvée récemment par la Commission et par le comité de l'éducation (lors de sa réunion du 21-23 novembre 1977). Ces projets pilotes constituent une partie importante du programme d'action communautaire quadriennal en matière d'éducation prévu par la résolution du Conseil et des ministres de l'éducation réunis au sein du Conseil le 13 décembre 1976. Un montant global de 11,4 millions d'UC (50 % du total) a été fixé à titre de contribution de la Communauté à l'ensemble du programme pour les années 1978 à 1980. Le programme d'action communautaire a pour but d'examiner et d'améliorer la contribution que les organismes responsables en matière d'éducation peuvent apporter à la solution des problèmes posés.

Outre les projets pilotes, le programme comprend également une série de séjours d'étude pour des spécialistes, un rapport sur la planification coordonnée au niveau régional et sur les possibilités d'un retour à l'enseignement, ainsi que de nouvelles activités dans le domaine des échanges d'informations et de l'analyse statistique.

Le programme de projets pilotes, qui a été élaboré en 1977 en collaboration avec les Etats membres et sera exécuté au cours de la période de trois ans 1978-1980, a bénéficié du concours des Instituts de recherche indépendants IFAPLAN, Gesellschaft für Angewandte Sozialforschung und Planung, Cologne.

Les projets seront axés sur un certain nombre de thèmes prioritaires :

- mesures appropriées pour satisfaire aux besoins sur le plan de l'éducation et de la formation de ceux qui sortent de l'enseignement et doivent faire face à des difficultés pour obtenir ou garder un emploi ;
- mesures destinées à lutter contre les problèmes que pose une faible motivation ;



- amélioration de la préparation professionnelle au cours des années finales de la période de scolarité obligatoire et pendant la période de formation non obligatoire ;
- mise en place d'un processus continu d'orientation scolaire et professionnelle.

Certains projets pilotes auront pour objet l'élaboration et la mise au point d'actions particulières afin de garantir l'égalité des chances en matière d'éducation à des groupes déterminés posant des problèmes particuliers, tels que les jeunes handicapés ou les jeunes migrants. Presque tous les projets comportent un élément de formation initiale et continue des enseignants.

La Communauté établira et financera également un vaste réseau d'évaluation qui ira de pair avec les projets pilotes, au niveau tant national que communautaire. La première série de 17 projets sera lancée à partir de janvier 1978, tandis qu'une nouvelle série de 8 ou 9 projets, dont la force définitive doit encore être déterminée, sera adoptée au printemps 1978. Ils auront tous une durée approximative de trois ans.

2. Programme de séjours d'études pour les spécialistes en matière de formation et d'orientation professionnelle : passage de l'éducation à la vie active

Un programme a été lancé en 1977 pour subventionner des brefs séjours d'étude, d'une durée non inférieure à 10 jours ouvrables, à l'intention des spécialistes de la formation et de l'orientation professionnelles. Ces subventions ont pour but d'offrir à ces spécialistes l'occasion de mettre à jour et d'élargir leurs connaissances et leurs expériences en ce qui concerne les méthodes et problèmes de leurs collègues des autres Etats membres.

La Commission annonce actuellement l'octroi de 100 subventions, évaluées chacune à environ 1 000 unités de compte. La liste en est donnée à l'annexe 2. A la fin du programme en 1980, au moins 700 spécialistes de ce domaine auront pu bénéficier de brefs séjours d'étude dans d'autres Etats membres.

Le Bureau central des séjours et échanges pédagogiques de Londres aide la Commission à organiser et à programmer ces séjours d'étude.

3. Promotion de programmes d'études communs entre établissements d'enseignement supérieur

La Commission annonce l'octroi de 28 subventions pour promouvoir la collaboration entre établissements d'enseignement supérieur de la Communauté.

Cette action, qui en est actuellement à sa deuxième année d'exécution, est destinée à encourager les universités et les autres établissements d'enseignement supérieur à établir des cours ensemble, ce qui entraîne une plus grande mobilité des étudiants et l'octroi dans certains cas de diplômes communs, et facilite la reconnaissance mutuelle des titres académiques et des périodes d'études.

Au cours des deux dernières années, la Commission aura appuyé 54 projets différents, touchant 127 établissements d'enseignement supérieur, pour un coût de 200 000 unités de compte. Actuellement, les fonds communautaires disponibles ne couvrent que les coûts initiaux d'élaboration et de mise au point de ces programmes communs. La Commission espère accroître les fonds réservés à cette fin, en 1978 et examiner de quelle façon étendre davantage son action dans les années à venir.

4. Enseignement supérieur dans la Communauté européenne : manuel pour étudiants

Le manuel a été rédigé à l'intention des étudiants et de leurs conseillers ; il rassemble, dans toutes les langues

communautaires, des renseignements de base pour ceux qui envisagent une période d'enseignement supérieur dans un autre Etat membre.

Le manuel contient un chapitre par Etat membre de la Communauté. Chaque chapitre comporte deux parties principales. La première partie donne des renseignements généraux sur la structure du système d'enseignement supérieur, les établissements et le genre de titres obtenus, sur les conditions d'admission, les exigences linguistiques, les droits d'inscription et les subventions, ainsi que des indications sur les éléments sociaux importants, tels que la sécurité sociale, les services d'orientation, le logement, etc. La deuxième partie donne des informations sur les sources documentaires pouvant apporter une réponse aux premières questions que l'on se pose et sur les différentes procédures à suivre en matière de demandes d'admission, d'examens d'entrée, d'inscription, etc. Une partie finale contient pour chaque pays une bibliographie du matériel documentaire national et une liste des organisations et institutions pouvant communiquer de plus amples renseignements et/ou des formulaires de candidature.

En plus des chapitres relatifs à chaque pays, le manuel contient des informations séparées pour le Collège d'Europe à Bruges et pour l'Institut universitaire européen à Florence.

Le manuel a été publié par le Dr Manfred Stassen du Deutscher Akademischer Austauschdienst (DAAD), sur la base du matériel transmis par les correspondants nationaux de chaque Etat membre.

Le manuel est largement distribué aux établissements d'enseignement supérieur et aux organisations s'occupant de la mobilité des étudiants et pourra être mis aisément à la disposition des étudiants et de leurs conseillers. On peut également l'acheter auprès des bureaux de vente de la Communauté.

5. Brefs séjours d'étude pour les membres de l'enseignement supérieur, les administrateurs et les chercheurs

La Commission annonce l'octroi de 61 bourses d'étude pour permettre aux spécialistes de l'enseignement supérieur d'étudier sur place les systèmes d'enseignement supérieur des autres Etats membres.

Le programme communautaire a été appliqué pour la première fois en 1977 pour apporter un soutien financier aux brefs séjours d'étude de six semaines au maximum effectués par le personnel enseignant, administratif ou les chercheurs de l'enseignement supérieur. Le programme a pour objectif d'élargir leurs connaissances et expériences en ce qui concerne les différents systèmes d'enseignement supérieur dans les autres pays de la Communauté.

Le programme sera répété en 1978. La Commission propose que le programme de 1978 s'adresse particulièrement aux personnes chargées de l'orientation de la carrière des diplômés, de l'admission à l'enseignement supérieur et aux chefs des départements de langues modernes.

Les fonds disponibles pour le programme de 1977 s'élevaient à 100 000 UC. Un montant semblable est disponible pour 1978.

6. Séjours d'étude pour les administrateurs de l'enseignement supérieur au niveau local et régional

La Commission, en coopération avec les Etats membres, lance en 1978 un nouveau programme qui permettra aux administrateurs de l'enseignement secondaire au niveau local et régional d'effectuer des séjours d'étude intensifs dans d'autres Etats de la Communauté. Ces séjours auront pour objectif principal l'étude de la structure et de l'organisation de l'enseignement général et de l'enseignement technique dans un autre pays de la Communauté. Les

séjours seront organisés en groupe et dureront d'une semaine à dix jours.

Le programme aura un coût de 300 000 UC sur une période de trois ans et la Commission y apportera une contribution de 50 %. On prévoit que 300 administrateurs environ en bénéficieront.

DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS MÉDITERRANÉENNES

La Commission des Communautés Européennes a proposé au Conseil (décembre 1977) une série de mesures visant à remédier, aussi rapidement que possible, au déséquilibre qui caractérise l'agriculture méditerranéenne dans la Communauté (faible productivité, trop petite dimension des entreprises, revenus peu élevés, etc.). Ce déséquilibre risque de s'aggraver en l'absence d'industrialisation suffisante et dans la perspective d'une concurrence accrue des produits agricoles en provenance d'autres pays du Bassin méditerranéen.

Pour l'instant, la Commission se limite à faire des propositions pour l'agriculture puisque c'est, à son avis, dans ce secteur que des possibilités d'actions concrètes et urgentes se présentent. Elle est cependant consciente que le développement des régions méditerranéennes nécessitera une action intégrée de développement économique pour la réalisation de laquelle elle déploiera tous ses efforts et présentera des propositions opportunes. Dès à présent, la Commission indique quelques orientations relatives aux actions de politique régionale et sociale pouvant contribuer au développement des régions méditerranéennes.

I. Mesures agricoles

Les propositions de la Commission visent tant l'amélioration des organisations de marché pour les produits les plus importants pour les régions méridionales, sans négliger la stimulation de productions relativement nouvelles, que l'amélioration des structures agricoles dans le sens le plus large possible. Les actions envisagées devront améliorer l'agriculture méditerranéenne, maintenir l'emploi dans ce secteur dans une situation sociale et de revenus acceptables, tout en évitant une aggravation des excédents structurels et une protection accrue vis-à-vis des pays tiers.

1. Politique de marché

Les actions envisagées dans ce domaine et dont le coût annuel est estimé à 160 mio d'unités de compte prévoient notamment pour :

a) L'huile d'olive :

- le maintien des aides aux olives, mais limitées aux olives provenant des arbres existants pour éviter la création de nouveaux excédents ainsi que la simplification du calcul des aides afin de faciliter le contrôle et accélérer le paiement des aides ;
- la stimulation de la consommation de l'huile d'olive en permettant au prix du marché de s'aligner sur les prix plus compétitifs des autres huiles végétales. L'octroi d'une aide aux raffineurs d'huile d'olive afin de couvrir la baisse du prix du marché ;
- l'octroi d'aides au démarrage et d'autres encouragements pour les groupements de producteurs.

b) Les fruits et légumes frais :

- la suppression de l'interdiction d'octroyer des aides nationales à la rénovation du vergier en l'orientant vers des produits de qualité ;
- le renforcement des aides à la constitution de groupements de producteurs et élargissement de leurs possibilités d'action (stabilisation du marché, exten-

sion de leurs disciplines à des producteurs non groupés ;

- l'amélioration de la préférence communautaire par une modification du calcul du prix de référence et du prix d'entrée.

c) Les fruits et légumes transformés :

- des aides à la production de conserves de tomates, de pêches, d'abricots et de prunes afin de rendre ces produits concurrentiels vis-à-vis des prix pratiqués par les pays tiers. Ces aides seront octroyées à la condition que les transformateurs concluent des contrats de livraison avec les producteurs de produits frais et leur paient des prix minima.

d) Le vin :

- la poursuite de la préparation d'un plan global viticole, axé sur une limitation des quantités, une amélioration des qualités et la localisation de la viticulture dans les régions les plus aptes. Pour permettre aux mesures structurelles (voir plus loin) de rendre leur plein effet, il faudra également stimuler la coopération des milieux professionnels, opérant sous une forme organique et reconnue, dans le domaine de la production, de la promotion et de la commercialisation (mise sur le marché coordonnée, harmonisation des conditions de vente).

e) Les fourrages :

- la stimulation de la production de pois et fèves protéagineux en les rendant compétitifs par rapport aux prix des tourteaux de soja. A cet effet, une aide pourrait être versée aux fabricants d'aliments pour animaux qui concluent des contrats avec les producteurs et leur paient un prix minimum.

2. Politique de structures

Il s'agit d'un vaste programme de mesures structurelles auquel la Communauté contribuera à raison de plus d'un milliard d'UC pendant une période de 5 ans. Les propositions de la Commission concernent notamment :

a) Le Mezzogiorno :

Amélioration des structures de production par une accélération des mesures d'irrigation accompagnées d'une action aidant les agriculteurs de cette région à organiser et à orienter le développement de leurs exploitations.

b) Le Languedoc-Roussillon :

Renforcement et accélération des mesures d'amélioration structurelle du vignoble (p. ex. replantations avec des cépages adaptés) et de reconversion vers d'autres productions des superficies viticoles peu aptes (reconversion facilitée par l'irrigation).

c) L'amélioration de l'infrastructure :

Amélioration des conditions de vie et de production dans les régions agricoles défavorisées par une extension des réseaux d'électricité et d'eau potable et par une amélioration de la voirie rurale.

d) Les structures de transformation et de commercialisation :

Développement et rationalisation de ces structures pour améliorer les débouchés des produits agricoles méditerranéens par une augmentation des aides existantes et par une participation financière plus élevée du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles.

e) La sylviculture :

Développement et amélioration de la sylviculture par une meilleure prévention des incendies, le développement de l'infrastructure et de l'industrie de transformation, par le boisement, etc.



f) L'information agricole en Italie :

Amélioration du réseau d'information dont disposent les agriculteurs italiens par l'encouragement à la formation de conseillers agricoles et à la constitution de centres de formation.

II. Mesures régionales et sociales

La Commission est consciente du fait que les actions agricoles destinées aux régions méditerranéennes doivent être complétées par celles à entreprendre dans le domaine de la politique régionale et sociale. Elles pourraient conduire à une participation de la Communauté au financement de programmes mis en place par les autorités nationales, notamment dans les domaines suivants :

- Programmes visant la maîtrise de l'eau afin de diminuer les risques d'inondations et de protéger ainsi le développement agricole, industriel ou touristique ;
- programmes visant l'amélioration de la rentabilité, la promotion des investissements et la création ou le maintien d'emplois industriels dans les petites et moyennes entreprises ;
- programmes ayant pour objet le développement des richesses touristiques, notamment des régions rurales de la Méditerranée et l'encouragement d'entreprises touristiques de petite dimension à développer, entre autres, des activités « hors-saison » ;
- programmes d'aides aux investissements visant à accroître l'efficacité du secteur artisanal qui joue un rôle primordial dans l'économie des régions méditerranéennes les moins développées.

Les formes de la participation financière de la Communauté à ces différents programmes pourront notamment comprendre la bonification d'intérêt, la participation au capital des petites et moyennes entreprises. Toutes les actions envisagées ont pour objet la création rapide d'emplois. Elles requièrent toutes la mise sur pied de programmes de formation professionnelle qui peuvent utiliser largement les moyens disponibles dans le cadre du Fonds Social.

BUDGET OPÉRATIONNEL CECA 1978

La Commission a adopté (décembre 1977) le budget opérationnel CECA 1978.

Ce budget, basé sur le Traité CECA, est distinct du budget général de la Communauté et est adopté selon une procédure budgétaire différente de celle du budget général. En effet, c'est la Commission qui l'adopte après consultation du Parlement européen et le Comité consultatif CECA. Les ressources du budget opérationnel CECA émanent des secteurs « acier » et « charbon » et sont affectées à des dépenses en faveur de ces deux secteurs, notamment sous forme d'aides à la réadaptation des travailleurs licenciés, aides à la recherche, bonifications d'intérêts en faveur de programmes de restructuration et de reconversion.

Les dépenses totales pour 1978 s'élèvent à 152 MUCE, ce qui signifie en termes réels une augmentation de 23 % de 1977 à 1978. Cette augmentation des dépenses résulte essentiellement d'un renforcement des moyens financiers pour une action commune de restructuration et de reconversion du secteur de l'acier, y compris les mesures sociales (aides à la réadaptation des travailleurs) et les bonifications d'intérêts. D'autre part, les dépenses administratives CECA sont diminuées de 18 à 5 MUCE, la différence étant reprise dans le budget général de la Communauté. Les ressources ainsi dégagées seront appliquées aux besoins opérationnels CECA.

Suite à l'accroissement des dépenses entraînées par la politique sidérurgique de restructuration, de reconversion

et de réadaptation de la main-d'œuvre, — et compte tenu de la stagnation du chiffre d'affaires des entreprises sidérurgiques —, un déficit de 32 MUCE restait à couvrir par des sources nouvelles de financement. Pour éviter, dans une période difficile pour l'industrie de l'acier, un accroissement du prélèvement sur la production d'acier et de charbon (actuellement 0,29 %), les Etats membres verseront, pour l'exercice 1978, une contribution spéciale de 32 MUCE au budget opérationnel CECA. Les modalités de ce transfert seront déterminées ultérieurement.

MODIFICATION DE LA PARITÉ DE LA LIRE ITALIENNE ET DE LA LIVRE ANGLAISE UTILISÉE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Lors de sa session des 23/24 janvier 1978, le Conseil a marqué son accord de principe sur le règlement concernant une modification des taux de conversion représentatifs utilisés dans le secteur agricole pour la lire italienne et la livre anglaise.

En vertu de ce règlement, le « taux vert » de la lire italienne sera dévalué de 6 %, le nouveau taux sera :

$$\begin{aligned} 100 \text{ Lit} &= 0,0912409 \text{ U.C.} \\ 1 \text{ U.C.} &= 1096,00 \text{ Lit.} \end{aligned}$$

De même le « taux vert » de la livre anglaise sera dévalué de 7,5 %. Le nouveau taux sera :

$$\begin{aligned} £ 1 &= 1,57678 \text{ U.C.} \\ 1 \text{ U.C.} &= £ 0,634204 \end{aligned}$$

MAINTIEN DES « MILK MARKETING BOARDS »

La Commission des Communautés européennes a proposé (décembre 1977) au Conseil des ministres de modifier l'organisation commune des marchés du lait de telle façon que pourront être autorisés, sous certaines conditions, la constitution ou le maintien d'organisations de producteurs dans le secteur laitier du type des « Milk Marketing Boards » britanniques.

Par cette modification, la Commission veut maintenir les effets favorables des « Milk Marketing Boards » et notamment leur contribution à la stabilisation du marché laitier en maintenant une consommation élevée de lait liquide (environ 65 % du lait produit au Royaume-Uni). Ces effets sont conformes aux objectifs poursuivis dans le secteur laitier, comme dans d'autres secteurs (p. ex. viande bovine, huile d'olive, fruits et légumes) visant à éviter une trop grande pression sur le système d'intervention tout en continuant d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole.

Selon les propositions de la Commission les organisations en cause pourront être dotées de prérogatives sous la forme du droit exclusif d'acheter le lait produit dans la région concernée et du droit d'effectuer une péréquation des prix payés aux producteurs. Ces deux prérogatives permettront aux organisations de producteurs d'assurer un approvisionnement stable des consommateurs en lait liquide indépendamment des variations saisonnières de la production. Par système, 90 % des familles britanniques reçoivent quotidiennement le lait par des livraisons à domicile, ce qui explique, au moins en partie, que la consommation annuelle pro capita de lait liquide au Royaume-Uni soit parmi les plus élevées : environ 150 kilos contre une moyenne communautaire d'environ 102 kilos.

Dans ces propositions, la Commission souligne en même temps que l'admission des organisations en cause doit être soumise à certaines conditions pour assurer le bon fonctionnement de l'organisation commune des marchés dans

le secteur laitier et pour faire respecter les principes généraux du Traité, notamment la libre circulation des marchandises. Ainsi, ces organisations ne pourront pas limiter l'accès à leurs marchés nationaux de lait et de produits laitiers en provenance d'autres Etats membres. L'octroi des prérogatives mentionnées ci-dessus aux organisations de producteurs est subordonné à la condition que, dans la région concernée, la quantité prédominante (au moins 55 %) de la production du lait est utilisée pour la consommation humaine directe et qu'au moins 80 % des producteurs sont membres volontaires de l'organisation. En outre, la Commission propose que le droit exclusif d'achat soit assorti de quelques exceptions concernant, p. ex. le lait destiné à l'exportation, à la transformation dans certains cas, le lait produit par des producteurs détaillants n'adhérant pas à l'organisation, vendu entre producteurs, etc. Tout en proposant le maintien des fonctions essentielles des « Milk Marketing Boards », la Commission est d'avis que certaines prérogatives dont ils jouissent actuellement devront être supprimées et notamment le contrôle que ces organisations exercent, par un système de licences, sur l'établissement d'installations de production ou de transformation. Par ailleurs, la Commission a l'intention d'établir des règles détaillées pour éviter des distorsions de concurrence ; dans ce contexte, elle rappelle l'abolition, à partir du 1^{er} janvier 1978, du système du prix garanti britannique et, en conséquence, du soutien national des prix à la production. La Commission souligne enfin, la nécessité d'une adoption rapide de règles sanitaires communautaires pour le lait et les produits laitiers en vue de l'abolition des obstacles qui subsistent dans les échanges intra-communautaires de ces produits.

MESURES EN FAVEUR DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DANS LE CONTEXTE DU DROIT COMMUNAUTAIRE DE LA CONCURRENCE

La fusion progressive des marchés nationaux dans un marché communautaire unique a donné une dimension nouvelle au champ d'action possible des petites et moyennes entreprises. Leur importance dans le développement économique, technique, industriel et commercial de la Communauté est reconnue, ainsi que leur faculté d'adaptation aux conditions économiques changeantes et leur grande aptitude à satisfaire des besoins spécifiques ou différenciés en produits ou en services. Elles emploient plus de la moitié de la population active dans le marché commun. Elles constituent un facteur d'équilibre de l'économie européenne.

Compte tenu de ces éléments, la Commission vient de prendre (janvier 1978), dans le contexte du droit communautaire de la concurrence, deux mesures importantes qui élargissent encore davantage le champ des possibilités d'une coopération très poussée entre petites et moyennes entreprises.

1. Par la première de ces décisions, la Commission a augmenté de 15 MUC à 50 MUC le seuil du critère relatif au chiffre d'affaires total établi en 1970 par la communication sur les accords d'importance mineure. Cette communication indique que les restrictions de concurrence pratiquées par des entreprises qui, ensemble, ne dépassent ni une part de marché globale de 5 %, ni un chiffre d'affaires total de 15 MUC, échappent à l'application de l'article 85, paragraphe 1, du traité parce qu'elles ne sont pas susceptibles d'avoir un effet sensible sur la concurrence.

Le seuil de la part de marché de 5 %, déjà fixée à un niveau élevé ne pouvait être augmentée dans une prise de position de caractère général qui est basée sur l'effet non sensible d'une restriction de concurrence à l'intérieur d'une partie substantielle du marché commun. Par contre, la

Commission a plus que triplé le seuil du chiffre d'affaires total, non seulement pour tenir compte des répercussions de l'inflation sur le volume des chiffres d'affaires des entreprises, mais aussi pour enregistrer le résultat de l'expérience acquise qui a permis de constater qu'en chiffres d'affaires cumulés, les petites et moyennes entreprises qui participent à des accords d'importance mineure ne dépassent pas cette nouvelle limite.

2. Par la seconde décision, la Commission a notablement élargi les conditions d'application du règlement 2779/72 qui exemptent en bloc au titre de l'article 85, paragraphe 3 du traité, certaines catégories d'accords de spécialisation. Sa validité est prorogée de 5 ans à partir du 1^{er} janvier 1978.

Le seuil de la part de marché globale que peuvent détenir les entreprises pour bénéficier de l'exemption est augmenté de 10 à 15 %, alors que le chiffre d'affaires total qu'elles peuvent réaliser passe de 150 MUC à 300 MUC. Ces modifications favorisent en particulier les entreprises de taille moyenne qui ne font pas partie de grands groupes d'entreprises.

En 1978, la Commission poursuivra la mise au point d'autres mesures dans le domaine du droit de la concurrence en faveur des petites et moyennes entreprises. Elle s'exprimera dans un sens positif sur la position de ces entreprises en matière de sous-traitance, d'exemption en bloc de certains accords de licences de brevet ou de certains accords d'exclusivité et d'exemption de l'autorisation préalable de concentration au titre de l'article 66 CECA.

ENQUÊTE DE CONJONCTURE HARMONISÉE AUPRÈS DES CONSOMMATEURS EUROPÉENS

En octobre 1977 a été effectuée à la demande de la Commission des Communautés européennes la dix-septième enquête de conjoncture auprès des consommateurs. L'échantillon, pour l'ensemble des huit pays participant à l'enquête, a dépassé les 40 000 ménages.

Pour l'ensemble de la Communauté, la confiance des consommateurs a nettement augmenté en octobre par rapport à l'enquête précédente, effectuée en mai 1977. Ainsi, l'indice de confiance a atteint la valeur de 109,1 contre 102,4 en mai de cette année et 101,7 en octobre 1976. Les facteurs ayant contribué à cette évolution sont selon les pays la moindre crainte d'une augmentation du chômage dans les 12 prochains mois et le fait que les ménages escomptent une décélération de la hausse des prix à la consommation, contrairement aux opinions et attitudes dans ces domaines lors de l'enquête effectuée en mai de cette année. Cette reprise de confiance est la plus apparente au Royaume-Uni et en Irlande, ainsi qu'en Italie, en France et dans une moindre mesure en République fédérale d'Allemagne. Au Danemark, l'évolution est légèrement en baisse, tandis qu'aux Pays-Bas et en Belgique, une nette détérioration se manifeste surtout en matière de perspectives de chômage. Pour la Communauté dans son ensemble, l'indice de confiance a atteint le niveau le plus élevé depuis trois ans.

Les opinions des ménages sur l'évolution de la situation économique générale depuis un an et les perspectives pour les douze mois à venir, font état d'un net regain de confiance surtout dans les pays où l'expérience de l'inflation a pesé le plus lourdement sur l'esprit des consommateurs.

C'est ainsi, qu'au Royaume-Uni 55 % des ménages escomptent une amélioration de la situation économique générale, pour les 12 prochains mois, contre 35 % lors de l'enquête de mai 1977 ; en Irlande les pourcentages respectifs sont 45 %, contre 24 % en mai, et dans une moindre mesure, ces opinions sont devenues plus optimistes en



Italie et en France. L'amélioration modeste des perceptions de la situation économique globale en République fédérale d'Allemagne est à imputer davantage à une diminution des voix pessimistes qu'à un accroissement des voix optimistes. C'est le cas également pour les perspectives économiques au Danemark. Par contre, aux Pays-Bas et en Belgique, les prévisions des consommateurs sont devenues fort sombres.

Les jugements et perceptions des ménages concernant la situation économique de leur pays sont souvent influencés par les **perspectives de chômage**. Il est d'ailleurs évident que cette variable a un effet majeur sur le choix du consommateur entre l'épargne et la consommation. Malgré le fait qu'une grande partie des ménages interrogés s'attend à une aggravation du chômage, ils sont néanmoins moins nombreux à avoir cette crainte en République fédérale d'Allemagne, au Royaume-Uni et surtout en Irlande et en France. En Italie, il n'y a pas de modification, par rapport à l'enquête précédente dans les opinions des ménages concernant les perspectives de chômage, mais on craint une aggravation aux Pays-Bas, en Belgique et au Danemark. En ce qui concerne **l'évolution des prix depuis douze mois**, les résultats indiquent que les ménages sont conscients des succès obtenus jusqu'à présent dans les efforts déployés pour endiguer l'accélération de l'inflation. Dans tous les pays membres, le pourcentage des personnes interrogées estimant que les prix ont beaucoup augmenté a fortement diminué par rapport à mai. Les **perspectives de prix pour les douze prochains mois**, autre variable-clé influençant les jugements des ménages sur la situation économique générale et leur situation financière personnelle, vont en direction d'une accalmie dans tous les pays à l'exception de l'Italie où on ne constate guère de changements et en Belgique où les ménages escomptent plutôt une accélération de la hausse des prix.

Les attitudes et perspectives concernant la **situation financière des ménages** vont pratiquement de pair avec celles sur la situation économique générale : en Irlande et au Royaume-Uni, beaucoup plus de consommateurs qu'en mai estiment que leur situation financière s'est améliorée et escomptent également une évolution favorable dans les douze mois à venir. Une amélioration de la situation financière personnelle est également prévue en République fédérale d'Allemagne, en France et en Italie. Par contre, les attitudes et perspectives recueillies aux Pays-Bas, en Belgique et au Danemark témoignent d'une plus grande réserve.

Il reste à analyser dans quelle mesure les jugements et perspectives des consommateurs vont être traduits en termes de consommation et d'épargne. En raison des réponses données par les consommateurs aux questions sur **l'opportunité de faire des achats importants actuellement** et **l'opportunité d'épargner** ainsi que des **perspectives d'épargner dans les 12 prochains mois**, la consommation privée pourrait être soutenue dans la plupart des pays membres au cours des prochains mois.

Cette conclusion semble être renforcée par les intentions d'achats de biens durables. En effet, si on compare l'évolution des intentions d'achats entre octobre 1976 et octobre 1977, on remarque une amélioration. Cette amélioration est assez nette dans tous les pays membres, à l'exception de la Belgique et du Danemark, où les attitudes montrent un recul de confiance. Aux Pays-Bas, où les jugements et perspectives ont aussi connu un net recul, les intentions d'achats vont plutôt en sens opposé.

7^e DIRECTIVE TVA. REGIME PARTICULIER PROPOSE POUR LA TAXATION DES BIENS D'OCCASION ET POUR LES ŒUVRES D'ART

La Commission a proposé (janvier 1978) au Conseil une septième directive en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires. Par cette proposition, la Commission entend remplir le mandat que le Conseil lui a donné, dans l'article 32 de la 6^e Directive (assiette uniforme de la TVA), de réexaminer les problèmes soulevés dans le domaine de la taxation des biens d'occasion ainsi que des œuvres d'art, des objets d'antiquité et de collection et de soumettre une nouvelle proposition en la matière.

Il convient, en effet, de rappeler que la proposition originale de sixième directive, présentée par la Commission au Conseil le 19 juin 1973, prévoyait, pour les biens d'occasion aussi bien que pour les œuvres d'art, les objets d'antiquité et de collection, un régime particulier de TVA permettant aux assujettis qui achètent des biens provenant du stade final de la consommation en vue de la revente, d'exercer un droit de déduction d'un certain montant de taxe sensé correspondre à la taxe en amont. Une décision, en la matière, n'a, toutefois pas pu intervenir au Conseil en raison de la complexité des problèmes à résoudre.

Le nouvel examen de ces problèmes amène la Commission à considérer que, pour éviter un cumul de taxe ou en atténuer les effets et éviter des détournements de trafic au détriment des négociants-revendeurs tant dans le secteur des biens d'occasion que dans celui des objets d'art, la solution qui paraît la plus simple et la plus praticable est de prévoir un régime particulier de taxation consistant à retenir comme base d'imposition pour la TVA un pourcentage forfaitaire du prix de vente, fixé à 30 %.

Ce régime implique, corrélativement, sauf pour les opérations d'importation et d'exportation, l'exclusion du droit de déduction de la taxe acquittée lors de l'acquisition des biens d'occasion et des objets d'art ainsi que des biens et services utilisés pour les besoins de l'activité des assujettis. Sous réserve de modalités particulières, ce régime s'appliquerait aussi bien pour les objets d'art que pour les biens d'occasion, à l'exception de certains de ceux-ci (voitures de tourisme, par exemple) pour lesquels il est proposé un régime de taxation sur le prix de revente, donnant le droit à l'assujetti d'effectuer une déduction forfaitaire. Ceci écarte le risque d'une double taxation qui existe à présent dans certains Etats membres.

Cette nouvelle proposition de directive concrétise, en matière fiscale, les orientations retenues par la Commission dans sa communication au Conseil concernant l'action communautaire dans le secteur culturel. Des dispositions telles que la réfaction de la base d'imposition à 30 % du prix de vente ou l'exonération des livraisons et des importations d'objets d'art effectuées par l'artiste lui-même doivent, en effet, permettre de faciliter la diffusion des biens culturels et d'améliorer la situation du secteur culturel.

8^e DIRECTIVE TVA. MODALITES COMMUNES DE REMBOURSEMENT PROPOSEES

La Commission a proposé au Conseil (janvier 1978) une huitième directive en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires. Cette directive vise essentiellement à instituer des modalités communes de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée aux entreprises qui sont établies dans un pays de la Communauté autre que celui

dans lequel des biens ou des services ont été facturés grevés de la taxe.

Le principe d'un tel remboursement est établi à l'article 17, paragraphe 3, de la sixième directive du Conseil, du 17 mai 1977, relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, mais il est prévu au paragraphe 4 dudit article que le Conseil adoptera ultérieurement les modalités d'application communautaires selon lesquelles le remboursement doit être effectué. Jusqu'à l'entrée en vigueur de ces modalités d'application communautaires, chaque Etat membre arrête sa propre réglementation sur le plan national.

Ces nouvelles mesures constitueront une amélioration considérable par rapport à la situation actuelle pour les entreprises qui sont amenées, habituellement ou épisodiquement, à faire connaître ou à développer leurs activités dans les autres pays membres.

Les dispositions de cette proposition de directive, susceptibles d'intéresser en premier chef les exposants dans les foires internationales et les transporteurs internationaux de marchandises, permettront d'assurer la neutralité de la taxe sur la valeur ajoutée dans des secteurs des relations commerciales internationales où une telle neutralité est à l'heure actuelle très inégalement obtenue, parce que les conditions exigées pour obtenir le remboursement de la taxe sont plus ou moins restrictives selon les Etats (ceux dont les dispositions sont les plus souples constituant alors des pôles d'attraction pour les entreprises intéressées).

Pour ces différentes raisons, la Commission est convaincue qu'une réglementation communautaire en la matière devrait constituer un progrès vers la libération effective de la circulation des personnes, des biens et des services, contribuant ainsi à compléter le processus d'intégration économique.

OBLIGATION DE STOCKAGE POUR LE PETROLE BRUT PRODUIT DANS LES ETATS MEMBRES

La Commission a proposé (décembre 1977) au Conseil une modification de la directive faisant obligation aux Etats membres de maintenir un niveau minimum de stocks de pétrole.

Selon la directive du Conseil du 20 décembre 1968 et pour faire face à des difficultés d'approvisionnement de pétrole, les Etats membres sont tenus de détenir de façon permanente un niveau minimum de stocks des trois principaux produits pétroliers (essence, gas-oil et fuel lourd) correspondant à 90 jours de consommation.

Toutefois, en raison de la sécurité d'approvisionnement du pétrole brut indigène, il était prévu que la part de la consommation intérieure couverte par des produits tirés du pétrole produit dans un Etat membre peut être déduite à concurrence d'un maximum de 15 % de la consommation. Ce maximum a été supérieur à la production des Etats membres, mais à l'heure actuelle, une extension de cette dispense se justifie en raison de l'augmentation de la production de pétrole brut dans la Communauté, essentiellement dans la zone britannique de la Mer du Nord.

Toutefois pour des raisons de sécurité interne, un niveau minimum des stocks doit demeurer de façon permanente dans chaque état membre. Au moment même ces stocks sont au-dessus du niveau demandé.

La Commission propose d'augmenter de 15 à 40 % (ce qui correspondrait à un niveau minimum de stocks de 54 jours) la dispense de l'obligation de stockage pour le pétrole brut produit dans les Etats membres. Contrairement aux dispositions antérieures (donnant la possibilité de déduction exclusivement aux Etats membres producteurs),

l'Etat membre dans lequel les produits tirés de ce brut sont consommés, pourra appliquer la déduction.

Une telle conception a comme conséquence logique que chaque Etat membre producteur doit, notamment en cas de difficultés d'approvisionnement, garantir vis-à-vis des autres Etats membres les courants normaux d'approvisionnement en pétrole.

EXTENSION DE LA REGLEMENTATION COMMUNAUTAIRE SUR LA SECURITE SOCIALE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS AUX TRAVAILLEURS NON SALARIES ET A LEUR FAMILLE

La Commission a approuvé et transmis au Conseil (décembre 1977) des propositions visant à autoriser les travailleurs non salariés et des membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté à bénéficier des mêmes règles communautaires en matière de sécurité sociale que celles qui s'appliquent actuellement aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent d'un pays de la Communauté à un autre. Le Conseil a déjà reconnu la nécessité d'entreprendre une action dans ce domaine. Dans sa résolution du 21 janvier 1974, concernant un programme d'action sociale, il a exprimé la volonté politique d'adopter les mesures nécessaires « pour promouvoir la coordination des régimes de sécurité sociale des travailleurs non salariés dans le cadre de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services ».

L'objectif poursuivi étant d'étendre aux travailleurs non salariés la réglementation applicable actuellement aux travailleurs salariés, avec des exceptions très limitées, les propositions ne modifient en rien les règles en vigueur pour les travailleurs salariés. Ces règles ne s'appliquent qu'aux ressortissants de la Communauté. Les arrangements pour les travailleurs migrants de pays tiers et leur famille ne sont pas couverts par cette législation communautaire, mais, pour le moment, par des arrangements dans le cadre d'accords bilatéraux.

L'adoption des dispositions applicables aux travailleurs salariés permettraient aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille de bénéficier, par exemple, de la gratuité ou du remboursement des frais qu'ils auront exposés pour des accidents ou des maladies survenus au cours d'un séjour dans un Etat membre autre que celui dans lequel ils sont affiliés.

Les autres domaines où les travailleurs non salariés acquerraient de nouveaux droits en vertu de la proposition de la Commission comprennent : le paiement de la pension d'invalidité, de la pension vieillesse et d'autres types de pension sans aucune restriction, indépendamment de l'Etat membre dans lequel vit la personne retraitée ; totalisation des périodes passées dans différents Etats membres en vue d'assurer le droit aux diverses prestations ; les prestations de l'assurance maladie, les prestations familiales et les allocations décès seraient versées aux travailleurs non salariés et à leur famille, même si le lieu de résidence se trouve dans un Etat membre autre que l'Etat dans lequel ils sont affiliés.

Dès que les règlements issus de ces propositions auront été adoptés par le Conseil, la Commission élaborera les modalités d'application permettant d'adapter le règlement de base en faveur des travailleurs non salariés.

Indications de base

L'article 51 du Traité C.E.E. fait obligation au Conseil d'adopter, dans le domaine de la sécurité sociale, les mesures nécessaires pour l'établissement de la libre circulation des travailleurs salariés dans la Communauté ; ces mesures ont été dûment adoptées en 1959 et ensuite



renforcées par le règlement 1408/71 et le règlement 574/72. Mais le Traité n'a pas prévu de disposition analogue qui permettrait d'abolir les obstacles inhérents à la sécurité sociale pour l'établissement de la libre circulation des travailleurs non salariés dans le cadre du droit d'établissement et de la libre prestation de services.

Compte tenu des progrès accomplis dans la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services des travailleurs non salariés, ainsi que de l'évolution des systèmes de sécurité sociale des Etats membres, dont certains assurent, dès à présent, aux travailleurs non salariés une protection presque aussi étendue que celle dont bénéficient les travailleurs salariés, le moment est venu de coordonner au niveau communautaire les systèmes nationaux de sécurité sociale pour les travailleurs non salariés. On estime que les dispositions communautaires existant en matière de sécurité sociale s'appliquent à 1,7 million de travailleurs migrants de la Communauté et aux membres de leur famille. Si l'on prend en compte le nombre des personnes ayant droit à bénéficier des prestations en nature, l'assurance maladie, alors qu'elles effectuent un séjour touristique dans un autre Etat membre, les dispositions existantes en matière de sécurité sociale pour les travailleurs migrants de la Communauté et les membres de leur famille concernent en fait tous les travailleurs salariés dans la Communauté et les membres de leur famille. Les fonds qui ont été transférés en 1977 d'un Etat membre à l'autre, en application de cette réglementation sont estimés à 15 milliards de francs belges.

TARIF COMMUN POUR EURONET

Un pas important a été franchi par la Communauté européenne dans l'action commune avec les neuf administrations des postes des Etats membres qui sont convenues entre elles et avec la Commission d'un tarif commun pour le réseau de télécommunications Euronet. Ce tarif sera financé conjointement par les Communautés européennes et les administrations des postes. Euronet fournira aux usagers dans toute la Communauté, à partir de janvier 1979, un accès sûr, rapide (temps de réponse global inférieur à trois secondes) et à bon marché à plus de 100 bases de données comportant des informations scientifiques, techniques et socio-économiques.

Les points d'entrée du réseau seront situés à Amsterdam, Bruxelles, Copenhague, Dublin, Francfort, Londres, Luxembourg, Paris et Rome.

Les tarifs convenus concrétisent des principes communautaires fondamentaux, notamment :

- pour la première fois, un tarif commun unique pour la transmission internationale de données. En conséquence, il n'y aura pas de discriminations entre les usagers dans les différents pays, encore que les liaisons locales à Euronet continueront à être taxées conformément aux tarifs nationaux ;

- c'est un tarif qui est indépendant de la distance et qui est fondé sur le volume de données transmises plutôt que sur des abonnements fixes. Cela profite notamment aux utilisateurs de petite et moyenne importance ;

- les installations de télécommunications d'Euronet construites sur mesures offriront une réduction d'un facteur se situant entre 3 et 5 par rapport aux redevances actuelles pour des services comparables et de 60 % par rapport aux formes moins sûres de transmission ce qui profitera en fin de compte à des milliers d'utilisateurs que ce soit l'industrie, les institutions ou les individus.

Le projet Euronet, soutenu par des crédits communautaires, a déjà un effet direct sur le marché et l'annonce de l'accord sur le tarif est le point culminant

d'une série d'actions et d'innovations communautaires, notamment :

- création du premier consortium de neuf administrations des postes coopérant au niveau C.E.E. ;

- adoption d'une technologie commune et unifiée, la « commutation de paquets » évitant ainsi le risque d'une concurrence coûteuse qui prévaut par exemple dans le domaine de la technologie de la télévision entre pays membres ;

- rôle de pionnier dans les interfaces normalisés pour la connexion de terminaux et d'ordinateurs dans des réseaux à « commutations de paquets », désormais reconnus par 16 nations industrialisées, dont l'Amérique du Nord.

Le projet central sera complété par des dispositifs d'assistance aux usagers, notamment :

- création d'une série d'instructions normalisées permettant aux utilisateurs des terminaux de consulter des fichiers en mémoire sur de nombreux types d'ordinateurs différents ;

- mise au point de système de traduction semi-automatique, de banques de données terminologiques multilingues et d'autres instruments multilingues.

C'est ainsi que sont posés de solides fondements sur lesquels il sera désormais possible de construire un véritable marché commun pour l'information par ordinateur.

En effet, ce système de télécommunication ne demeurera pas limité à l'information scientifique et technique. On s'attend qu'il formera la base d'un réseau public européen à « commutation de paquets » des transmissions de données et il comporte déjà une certaine capacité pour la circulation de données générales. Il est également vraisemblable que le réseau sera étendu à des pays tiers. La Suisse, par exemple, a présenté une demande formelle d'adhésion à Euronet.

Tarifs : détails

La structure de taxation comportera trois parties : redevance calculée en fonction du volume, redevance calculée en fonction du temps de connexion et l'élément national. Des détails concernant les deux premiers composants sont indiqués sous (1), (2) et (3) ci-dessous (en francs belges et calculés sur la base de 1 DTS = 41,588 FB). Un exemple fondé sur ces composants est également présenté à titre d'illustration. Des détails sur les caractéristiques nationales d'entrée seront fournis par chacune des administrations des postes.

1. Redevance calculée en fonction du volume

Aux fins de la taxation, le volume de données transmises sera mesuré en segments de 64 bytes (unités de 8 bits). La redevance pour 1 000 segments est de 67,91 FB. Cela équivaut à 132,6 FB/Mbit.

2. Redevance calculée en fonction du temps de connexion

La redevance calculée en fonction du temps de connexion dépendra de la vitesse de transmission des données (classes de tarif) utilisées :

- pour l'utilisation du réseau par l'intermédiaire d'un accès sur ligne louée :

- jusqu'à 1 200 bits/s : 1,36 FB/min,
- jusqu'à 9 600 bits/s : 1,36 FB/min,
- jusqu'à 48 000 bits/s : 3,62 FB/min ;

- pour l'utilisation du réseau par l'intermédiaire du réseau public du téléphone

- jusqu'à 1 200 bits/s : 1,02 FB/min.

3. Caractéristiques spéciales

Une réduction pour période creuse (nuit, week-end) de 20 % sera appliquée à la redevance calculée en fonction du temps et une réduction de 33 1/3 % sur la redevance calculée en fonction du volume.

Les circuits de terminaux virtuels dits permanents seront taxés à un taux forfaitaire équivalent à 120 heures d'utilisation par mois, remplaçant la redevance normale calculée en fonction du volume.

Les circuits de terminaux virtuels dits permanents seront taxés à un taux forfaitaire équivalent à 120 heures d'utilisation par mois, remplaçant la redevance normale calculée en fonction du temps avec en plus la redevance calculée en fonction du volume comme indiqué sous point 1.

III. - Relations extérieures

RELATIONS AVEC LES ETATS ACP/PTOM/DOM

Les accords d'accession de la République du Cap Vert, de la République démocratique de Sao Tomé et Principe et de la Papouasie-Nouvelle Guinée à la Convention de Lomé n'étant pas encore entrés en vigueur, toutes les procédures de ratification n'étant pas encore achevées, le Conseil lors de sa session du 7 février 1978, a marqué son accord sur un échange de lettres entre la Communauté et ces trois Etats en vue de proroger jusqu'au 31 décembre 1978 les dispositions intérimaires relatives aux échanges entre la Communauté et ces trois Etats.

En outre, le Conseil a arrêté, dans les langues des Communautés, la décision portant augmentation des montants que la Banque européenne d'investissement peut engager sous forme de capitaux à risques pour l'application de la Convention ACP-CEE de Lomé et de la décision relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne.

Par cette décision, le Conseil, compte tenu de l'expérience satisfaisante de l'utilisation du montant de 40 millions d'U.C.E. qui pouvait être engagé sous forme de capitaux à risques pendant les deux premières années de l'application de la Convention de Lomé, a mis à la disposition de la Banque, pour affectation à partir du 1^{er} avril 1978, le solde de 60 M.U.C.E. prévus pour cette forme de financement.

ACCORD DE GARANTIES EURATOM/CANADA

Un Accord sous forme d'échange de lettres a été signé à Bruxelles le 16 janvier 1978, par le Commissaire à l'Energie, le docteur Guido Brunner, et par le Chargé d'Affaires de la Mission du Canada aux Communautés Européennes, M. P. D. Lee.

L'Accord de garanties qui a été négocié est une mise à jour de l'accord existant entre le gouvernement du Canada et la Communauté Européenne de l'Energie Atomique concernant les utilisations pacifiques de l'Energie Atomique qui a été signé le 6 octobre 1959.

Les points principaux de l'Accord amendé sont les suivants :

1. Aucune matière soumise à l'accord amendé ne pourra servir à la fabrication d'armes nucléaires ou à toute autre utilisation militaire de l'énergie nucléaire, ou à la fabrication de tout autre dispositif explosif nucléaire.

2. Cet engagement et les autres dispositions de l'Accord seront vérifiés au Canada par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (A.I.E.A.) et dans la Communauté par Euratom et l'A.I.E.A. conformément aux accords conclus entre Euratom, ses Etats membres et l'A.I.E.A.

3. La vérification de l'A.I.E.A. s'appliquera à :

a) toutes les installations et tous les équipements transférés conformément à cet Accord pour leur vie entière ;

b) toutes les matières nucléaires (uranium, thorium, plutonium et eau lourde) fournies ainsi que les générations subséquentes.

4. Les normes de protection physique internationalement reconnues seront appliquées à titre de minima pour éviter tout détournement de matière nucléaire.

5. Des dispositions pour l'application d'un système de garantie sont convenues par les deux parties pour le cas où les garanties Euratom/A.I.E.A. ne seraient plus appliquées.

6. La Communauté reconnaît que le Canada exige des assurances spécifiques avant le transfert d'une technologie nucléaire canadienne. La Communauté et le Canada ont convenu que les transferts de technologie nucléaire « sensible », y compris la technologie « Candu » seront couverts par des accords à conclure individuellement par les Etats membres de la Communauté et le gouvernement du Canada.

7. L'Accord de 1959 assure déjà le contrôle sur les retransferts de matières et équipements nucléaires.

8. L'Accord donne l'assurance que les matières d'origine canadienne ne seront pas utilisées dans les réacteurs français avant que des garanties administrées par Euratom et vérifiées par l'A.I.E.A. ne soient en vigueur. De plus, des assurances sont données que tout plutonium dérivé des matières d'origine canadienne ne sera utilisé que dans le programme nucléaire civil de la France.

9. Un arrangement intérimaire est convenu concernant l'enrichissement au-delà de 20 %, le retraitement et le stockage ultérieur de plutonium et d'uranium hautement enrichi :

a) le Canada et la Communauté ont accepté de coopérer, tant de façon bilatérale qu'internationale, afin d'identifier des arrangements qui auront pour but d'assurer que toutes les précautions seront prises à l'égard de la production et de la dissémination de matières qui pourraient être utilisées pour la fabrication d'armes nucléaires. Ils reconnaissent aussi la nécessité de satisfaire aux besoins énergétiques légitimes. Compte tenu de la participation du Canada et de la Commission des Communautés Européennes et des Etats membres d'Euratom dans l'évaluation internationale du cycle combustible nucléaire (INFCE), qui examinera le retraitement, l'enrichissement et le stockage, les parties sont convenues d'un arrangement intérimaire couvrant ces opérations quand elles s'appliquent à des matières d'origine canadienne ;

b) la Communauté informera le Canada avant le retraitement, l'enrichissement ou le stockage de toute matière transférée après le 20 décembre 1974 (date à laquelle le gouvernement canadien a annoncé ses nouvelles exigences en matière de politique nucléaire). De plus le Canada a demandé et la Communauté a accepté de fournir des renseignements sur le retraitement prévu des matières transférées avant le 20 décembre 1974. Dans les deux cas, des consultations auront lieu sur demande pour s'assurer que des garanties adéquates ont été prises pour l'opération envisagée, afin d'éviter tout risque de prolifération nucléaire. Ces consultations permettront aux deux parties d'échanger des renseignements sur la nature et le but du



retraitement, de l'enrichissement et du stockage des matières d'origine canadienne, et contribueront le moment venu à l'établissement de critères visant à exécuter ces opérations de façon compatible avec la non-prolifération. Une réunion du groupe de travail conjoint de la Communauté et du Canada aura lieu au début de l'année 1978 afin de définir les modalités appropriées de notifications et de consultations ;

c) les livraisons d'uranium canadien durant la période intérimaire seront limitées de façon générale aux besoins courants de la Communauté ;

d) l'arrangement intérimaire sera en vigueur durant toute la durée attendue de l'INFCE, plus un an, afin de permettre des négociations en vue d'un accord permanent. L'Accord intérimaire ne pourra être renouvelé ou prolongé qu'avec l'assentiment des deux parties.

10. A la suite de l'accord établi dans cet échange de lettres, le gouvernement canadien a décidé de reprendre les expéditions d'uranium vers la Communauté européenne qui avaient été suspendues depuis janvier 1977.

CODE DE CONDUITE DES NATIONS UNIES POUR LES CONFÉRENCES MARITIMES

La Commission a transmis (5 décembre 1977) au Conseil une nouvelle proposition concernant le code de conduite des Nations Unies pour les conférences maritimes. La Commission propose que les Etats membres ratifient le code sous réserve de l'adoption d'un certain nombre d'arrangements spéciaux destinés à tenir compte des besoins particuliers de la Communauté.

Il y a maintenant plus de trois ans que le code de conduite des conférences maritimes fait l'objet des discussions internationales consacrées aux problèmes de la politique maritime. Le code, qui n'est pas encore en vigueur, traite de sujets comme la participation aux conférences maritimes, l'allocation des cargaisons, la réglementation du vote lors des conférences, la consultation entre propriétaires et chargeurs, les procédures de modification des taux de frets et de règlement des litiges.

Dans la Communauté, le Code a suscité toute une série de prises de position allant du désir de ratifier à une position d'hostilité. Le Conseil de ministres s'est néanmoins efforcé d'amener la Communauté à adopter vis-à-vis du Code une approche commune et la Commission estime que la ligne qu'elle propose maintenant constitue la meilleure base possible pour une solution communautaire. Elle représente un compromis entre les attitudes opposées vis-à-vis du Code.

Les caractéristiques essentielles de la nouvelle proposition impliquent l'accession par les Etats membres à la Convention relative à un code de conduite sous les conditions suivantes :

- une réserve formelle relative à la définition de « compagnie maritime nationale » et ce en vue d'éviter toute discrimination sur base de la nationalité entre les Etats membres ; en ce qui concerne un Etat membre quelconque, il faudrait entendre par « compagnie maritime nationale » non seulement les compagnies maritimes constituées dans cet Etat mais aussi les compagnies d'autres pays membres établies dans ledit Etat conformément au Traité ;
- le maintien, à l'intérieur de la Communauté et dans toute la mesure du possible à l'intérieur de l'OCDE, d'arrangements commerciaux normaux concernant la participation au trafic entre les compagnies maritimes participant aux conférences de ligne ;

- l'exigence que les compagnies maritimes nationales de la Communauté consultent les autres compagnies maritimes de la Communauté qui sont membres de la conférence en cause avant de prendre une position sur une question figurant dans l'accord de conférence et relative au trafic à destination ou en provenance de l'Etat dont font partie les compagnies nationales.

La solution proposée comprend aussi :

- la transmission ultérieure par la Commission au Conseil d'une proposition de règlement relatif à l'application des règles de concurrence du Traité aux conférences maritimes ;
- des dispositions permettant de négocier éventuellement l'accession de la Communauté en tant que telle à la Convention ;
- la mise au point d'une position commune de la Communauté à la conférence de révision qui aura lieu cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention.

L'accession conjointe des Etats membres à la Convention sur un code de conduite entraînerait l'entrée en vigueur de ladite Convention. La Commission estime que la Communauté en retirerait des avantages politiques et économiques à condition que les arrangements spéciaux envisagés soient possibles. Le code est un instrument qui pourrait être effectif à l'échelle mondiale et donc contribuer à arrêter la prolifération d'accords bilatéraux sur le transport de ligne souvent contraires aux intérêts de la Communauté. Une approche commerciale du transport maritime de ligne au sein de la zone géographique de l'OCDE serait préservée mais la Convention, tout en aidant les pays en développement à défendre leurs intérêts en matière de transport, pourrait être invoquée afin d'empêcher les pays en développement d'aller trop loin dans le traitement préférentiel qu'ils entendent accorder à leur propre pavillon. Le Code pourrait également être utilisé à l'égard des compagnies maritimes de ligne des pays à commerce d'Etat dans la mesure où ceux-ci opèrent à l'intérieur des conférences.

RECUEIL DES ACCORDS CONCLUS PAR LES COMMUNAUTÉS

Le Conseil et la Commission viennent de publier (janvier 1978) un « Recueil des Accords conclus par les Communautés européennes » qui fait ressortir l'ampleur et la diversité de l'activité extérieure des Communautés. Le premier des cinq volumes de base de ce recueil vient de paraître, les quatre autres volumes paraîtront au cours de l'année. Ensemble, ils couvrent la totalité des accords en vigueur jusque fin 1975 (environ 7 000 pages). Le recueil sera tenu à jour par des compléments annuels.

Il rassemble les accords bilatéraux conclus avec des Etats tiers ou avec certaines organisations internationales, ainsi que les accords multilatéraux.

Son repris dans le recueil, les accords auxquels l'une ou l'autre des trois Communautés européennes (CEE-CEEA-CECA) est partie contractante en tant que telle ainsi que certains accords se rapportant à ceux-ci. Ont également été inclus les accords portant sur les produits relevant du traité de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, conclus exclusivement par les Etats membres de cette Communauté.

Le recueil reproduit les textes intégraux des accords ainsi que ceux des actes communautaires portant conclusion de ces accords.

L'ouvrage peut être obtenu auprès de l'Office des publications officielles des Communautés européennes, boîte postale 1003, à Luxembourg.

AIDE ALIMENTAIRE

Lors de sa session des 30/31 janvier 1978, le Conseil a marqué son accord sur le programme d'aide en céréales pour 1978 étant entendu que la partie concernant les actions nationales sera établie ultérieurement.

La répartition des aides sous forme d'actions communautaires est la suivante :

Bénéficiaires	Montant en 000 tonnes
I. PAYS	
Afghanistan	5
Bangladesh	115
Bolivie	2
Cap Vert	7
Comores	5
Egypte (1)	67
Ethiopie	10
Gambie	3
Ghana	12,5
Guinée Bissau	7,5
Guinée Conakry	5
Haute Volta	8,5
Honduras	7
Jamaïque	1
Jordanie	17
Lésotho	1,5
Liban	20
Maurice Ile	3,5
Mauritanie	7
Mozambique	10

(1) Ce pays bénéficie en outre d'une quantité de 48 000 t qui lui a été affectée à partir de la réserve 1977 (décision du Conseil du 29 décembre 1977).

Bénéficiaires	Montant en 000 tonnes
Niger	4
Pakistan	30
Pérou	7,5
Rwanda	2
Sao Tomé Principe	1,8
Sénégal	18
Soudan	7
Sri Lanka	27
Tanzanie	5
Tchad	3,5
Togo	3
Vietnam	80
Yemen RA	7
Yemen RDP	4,5
Zaïre	10
Zambie	6
II. INSTITUTIONS	
CICR	15
CRS (Chili)	15
LICROSS	1,5
UNICEF	15
UNRWA	40
PAM	55
III. RESERVE (2)	48,2
IV. TOTAL	720,5

(2) La réserve est destinée à couvrir des demandes non encore parvenues, notamment de pays du Sahel et de la Somalie, et pour faire face à des situations d'urgence. Dans ce montant, est comprise une action de 3 500 t en faveur de Djibouti ayant fait l'objet d'une imputation anticipée.

30 ANS D'EUROPE

Par François VISINE

Préface de Jacques RUEFF

Dans cet ouvrage, honoré d'une préface élogieuse du Chancelier de l'Institut de France, l'auteur a surtout voulu donner aux enseignants, aux journalistes, aux militants et aux personnalités que la question européenne concerne ou intéresse un aperçu des principales étapes de la construction européenne au cours de la période 1945-1975. Cet aperçu est complété par une **chronologie** très détaillée de ceux des événements qui ont un lien direct ou indirect avec l'unité de l'Europe. Cette façon de procéder facilite considérablement la consultation des informations objectives rassemblées dans cette synthèse. Par ailleurs sous le titre « **Des faits aux leçons** » M. Visine fait le bilan de la construction européenne et en tire les principaux enseignements quant aux **causes de l'échec de l'Union politique** et aux **perspectives de l'Union européenne**.

Prix : 29 F

EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES
3, rue Soufflot - F 75005 PARIS

Reliure « REVUE DU MARCHÉ COMMUN »

Pour PROTÉGER, pour CLASSER, pour CONSERVER vos exemplaires de la Revue, nous vous proposons des reliures mobiles au format de la Revue (1 reliure contient un an de la Revue).

Pour vous les procurer, il vous suffit de retourner le bon ci-dessous ou une lettre de commande accompagné de son règlement.

Prix : France : 20 F HT + T.V.A. 17,60 % = 3,52 F + port 3,90 F = 27,42 F TTC franco.

Etranger : 20 F + port 12,50 F = 32,50 F.

BON DE COMMANDE

Je vous commande reliure mobile Revue du Marché
Commun au prix de

Je vous règle la somme de

☐ Par C.C.P. 10 737-10 } à l'ordre des Editions Techniques
☐ Par chèque bancaire } et Economiques

NOM Date et signature

ADRESSE

.....

A retourner à

REVUE
DU MARCHÉ COMMUN

3, rue Soufflot
F - 75005 PARIS

L'élargissement des Communautés Européennes

Présentation et commentaire du Traité et des Actes relatifs
à l'Adhésion du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande

par J. P. PUISSOCHET

Un ouvrage de réflexion et de référence

UN VOLUME RELIE }
FORMAT : 18 x 24 } Prix : 175 FF
620 pages }

Consacré au Traité et aux divers actes juridiques relatifs à l'adhésion du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande aux Communautés Européennes, l'ouvrage de J.-P. Puissechet cerne avec clarté la portée de cet événement majeur et précise les conséquences pratiques de l'Adhésion.

Selon quels principes les nouveaux Etats membres doivent-ils reprendre à leur compte l'« acquis communautaire » ? Selon quelles modalités le Traité et les réglementations communautaires s'appliqueront-ils dans ces Etats ? Quel est le contenu des réglementations transitoires qui, pendant 5 ans, régiront les mouvements de personnes, de marchandises et de capitaux entre les Etats adhérents et les six Etats fondateurs ? Comment et à quel rythme les nouveaux Etats membres appliqueront-ils la politique agricole commune ? Comment ces Etats participeront-ils au financement du budget de la Communauté ? De quels principes est-on convenu lors de l'adhésion pour la définition des nouvelles relations de la Communauté avec les pays tiers et, notamment, avec les pays africains et malgache déjà associés à l'Europe et avec les pays en voie de développement du Commonwealth ?

Après avoir présenté de façon synthétique les conditions d'élaboration et le contenu du Traité et des actes relatifs à l'adhésion, l'ouvrage contient un commentaire détaillé, article par article, des dispositions de ce Traité et de ces actes. Il constitue ainsi un instrument de travail indispensable pour tous ceux que le fonctionnement de la Communauté intéresse.

Le Traité et les Actes d'adhésion... seront la Charte du fonctionnement de la Communauté pendant les années qui viennent.

DIVISION DE L'OUVRAGE

Première partie

PRESENTATION GENERALE DES ACTES D'ADHESION

- I • Des négociations à l'entrée en vigueur des Actes d'Adhésion
 - Les négociations
 - La structure des Actes d'Adhésion
 - L'entrée en vigueur des Actes d'Adhésion
- II • Le contenu des Actes d'Adhésion
 - Les principes
 - Les Institutions de la Communauté élargie
 - L'Union douanière et les rapports avec les pays de l'Association Européenne de Libre Echange
 - L'Agriculture
 - Les autres aspects
- III • L'application du Droit communautaire dans les nouveaux pays membres
 - Les exigences communautaires

- Le respect des exigences communautaires dans les six Etats membres originaires
- L'introduction et l'exécution du Droit communautaire dans les nouveaux Etats membres
- Annexes

Deuxième partie

COMMENTAIRE DES PRINCIPALES DISPOSITIONS DES ACTES D'ADHESION

- I • Le Traité relatif à l'Adhésion à la C.E.E. et à la C.E.E.A.
 - II • La décision relative à la C.E.C.A.
 - III • L'Acte relatif aux conditions d'Adhésion et aux adaptations des traités
 - IV • L'Acte final
- Annexes
Bibliographie

EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES

3, rue Soufflot - 75005 PARIS

VIENT DE PARAITRE

REVUE D'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE

Sommaire du n° 2

Bela GOLD : *Les interactions entre les innovations technologiques et les prix de facteurs : concepts révisés et perspectives*

Dominique FINON : *Evolution comparée de la compétitivité de la production d'électricité d'origine nucléaire aux Etats-Unis et en France*

B. MAROIS : *Pour une approche systématique du risque de change*

F. MORIN : *Le capital financier en France : théories et réalités*

J. PERRIN : *Industries mécaniques et les services d'engineering en France et en R.F.A.*

NOTES

D. LEFEBVRE : *Implications juridiques du système de contrôle des prix*

Olivier PASTRE : *Les relations banque-industrie à l'échelle internationale (résultats d'une enquête portant sur cent firmes multinationales américaines implantées en France)*

CHRONIQUES

Jacques De BANDT : *Les structures industrielles dans le cadre de la division internationale du travail*

NOTES DE LECTURE

Michel MARCHESNAY : *Sur une analyse mésoéconomique du capitalisme mondial*

RECENSIONS

J. P. ANGELIER : *Sur quelques ouvrages récents*

Publication trimestrielle éditée avec le concours du C.N.R.S. aux

EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES

3, rue Soufflot, 75005 PARIS - Tél. 633-11-26

Prix de l'abonnement : France : 150 F - Et. : 160 F